

Art. 26. — Tout candidat ayant suivi un cycle de formation spécialisée destinant à l'occupation initiale d'un emploi public est astreint à servir l'administration pendant:

— deux (2) ans, au moins, lorsque la durée de la formation est inférieure à une (1) année,

— trois (3) ans, par année de formation, sans que ladite période ne soit supérieure à sept (7) ans.

Art. 27. — Les fonctionnaires ayant suivi avec succès un cycle de formation spécialisée, de perfectionnement ou de recyclage bénéficient de l'un des avantages suivants :

1. - Pour les cycles de formation spécialisée :

— promotion de corps ou de grade dans les conditions prévues par le statut particulier régissant ce corps ou grade.

2. - Pour les cycles de perfectionnement et de recyclage :

*** En ce qui concerne les cycles de courte durée :**

— une inscription à titre préférentiel sur la liste d'aptitude pour la promotion au choix,

— une réduction d'ancienneté pour l'avancement d'échelon ou pour la promotion au choix, égale à la durée du cycle, sans que cette durée ne soit inférieure à un (1) mois,

— une proposition à une promotion par voie de qualification professionnelle.

*** En ce qui concerne les cycles de moyenne durée :**

— l'octroi d'un échelon supplémentaire,

— une inscription à titre préférentiel sur la liste d'aptitude pour la promotion au choix,

— une proposition à une promotion par voie de qualification professionnelle,

— une réduction d'ancienneté pour l'avancement d'échelon ou pour la promotion au choix, égale à la durée du cycle, sans que cette durée ne soit inférieure à un (1) mois.

Art. 28. — Dans le cas où le cycle de formation, de perfectionnement ou de recyclage des fonctionnaires ne s'inscrit pas dans les attributions principales de l'établissement public d'accueil, les frais y afférents sont à la charge de l'institution ou de l'administration publique concernée.

Art. 29. — Des instructions conjointes du ministre chargé du budget et de l'autorité chargée de la fonction publique préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 30. — Les dispositions du titre 3 de l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971 et celles du décret n° 69-52 du 12 mai 1969 susvisés sont abrogées.

Art. 31. — La formation et le perfectionnement à l'étranger demeurent régis par les dispositions du décret n° 87-209 du 8 septembre 1987 susvisé.

Art. 32. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996.

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416
correspondant au 3 mars 1996 instituant
les chambres de commerce et d'industrie.**

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre du commerce ;

Vu la Constitution, et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 et 57 ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu le décret n° 80-46 du 23 février 1980 portant création de la chambre nationale de commerce ;

Vu le décret n° 80-47 du 23 février 1980 portant création des chambres de commerce de wilaya ;

Vu le décret n° 87-171 du 1er août 1987 portant réorganisation de la chambre nationale de commerce ;

Vu le décret n° 87-172 du 1er août 1987 portant réorganisation des chambres de commerce de wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :**TITRE I****DENOMINATION - OBJET - SIEGE**

Article 1er. — Il est institué des chambres de commerce et d'industrie, régies par les dispositions du présent décret et par les lois et règlements en vigueur et dénommées ci-dessous "les chambres".

La dénomination, le siège social des chambres ainsi que la délimitation de leur circonscription territoriale sont fixés par voie réglementaire.

La création de nouvelles chambres, par fusion ou scission de chambre existantes, est prononcée par voie réglementaire, après avis de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et sur proposition de la ou des chambres concernées.

Art. 2. — Les chambres sont des établissements publics à caractère industriel et commercial dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Elles sont placées sous la tutelle du ministre chargé du commerce.

Art. 3. — Les chambres sont des institutions représentant, auprès des pouvoirs publics, les intérêts généraux des secteurs du commerce, de l'industrie, et des services de leur circonscription territoriale respective.

TITRE II**DE L'AFFILIATION ET DE L'ADHESION**

Art. 4. — Sont affiliées aux chambres, toutes les personnes physiques et morales exerçant une activité commerciale industrielle, ou de services, inscrites au registre de commerce.

Ne sont pas considérés comme affiliés aux chambres, les agents économiques exerçant une activité agricole, artisanale ou de métiers.

Art. 5. — Sont considérés comme adhérents aux chambres, les affiliés qui s'acquittent d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé du commerce.

TITRE III**MISSIONS - ATTRIBUTIONS**

Art. 6. — Les chambres assument une mission représentative, consultative, administrative et d'expansion économique au niveau de leur circonscription territoriale.

Au titre de la mission représentative et consultative, les chambres sont chargées notamment :

— de fournir aux pouvoirs publics, sur leur demande ou de leur propre initiative, les renseignements, les avis et les suggestions sur les questions qui intéressent directement ou indirectement les activités commerciales, industrielles, ou de services de leur circonscription,

— de présenter leurs points de vue sur les moyens de développer l'activité économique et d'accroître la prospérité du commerce, de l'industrie et des services de leur circonscription,

— de soumettre aux pouvoirs publics en relation avec la chambre algérienne du commerce et de l'industrie toutes recommandations, propositions et suggestions sur les changements souhaitables en matière de législation et réglementation commerciales, industrielles, fiscales et douanières notamment,

— d'assurer la représentation de leurs affiliés auprès des pouvoirs publics et de désigner des représentants auprès des instances locales de concertation et de consultation.

Au titre de la mission administrative et d'expansion économique, les chambres sont chargées, notamment, au niveau de leur circonscription territoriale :

— de participer à son initiative, ou en relation avec la chambre algérienne du commerce et de l'industrie, aux manifestations économiques nationales et internationales,

— d'entreprendre toute action visant la promotion et le développement des secteurs de l'industrie, du commerce et des services,

— de fournir tout conseil et assistance à leurs affiliés dans leurs domaines d'activités et dans leurs relations avec leurs partenaires nationaux et étrangers et, le cas échéant, en informer la chambre algérienne du commerce et de l'industrie,

— de fournir toutes informations et données sollicitées par les promoteurs d'investissements nationaux et étrangers,

— d'engager, à son initiative ou en relation avec la chambre algérienne du commerce et de l'industrie toute action de promotion et de soutien au profit des opérateurs économiques en matière d'exportation,

— d'émettre, viser ou certifier tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par les affiliés et destinés à être utilisés tant en Algérie qu'à l'étranger et d'en informer la chambre algérienne du commerce et de l'industrie.

La liste de ces documents, attestations et formulaires est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce,

— d'organiser toute manifestation économique telle que foire, salon et séminaire notamment visant la promotion et le développement des activités industrielles, commerciales ou de services,

— d'éditer et de diffuser tout document, revue, périodique se rapportant à son objet,

— de participer aux initiatives des organismes représentatifs poursuivant les mêmes objectifs,

— d'entreprendre des actions de formation, de perfectionnement et de recyclage au profit des entreprises de leur circonscription,

— d'intervenir dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme commercial,

— d'établir des relations et de conclure des accords de coopération et d'échanges mutuels avec les organismes homologues ou similaires étrangers, après accord de la chambre algérienne de commerce et de l'industrie,

— d'adhérer aux organismes régionaux ou internationaux de même nature ou poursuivant les mêmes objectifs.

En outre, les chambres peuvent :

— ouvrir des bureaux ou antennes dans les localités de leur circonscription territoriale,

— être déclarées concessionnaires de services publics. Dans ce cas, la concession est établie sur la base d'un cahier des charges pris en la forme réglementaire requise,

— fonder, administrer ou gérer des établissements à usage du commerce, de l'industrie et des services tels que des écoles de formation et de perfectionnement, des établissements de promotion et d'assistance aux entreprises, des établissements de soutien à ces activités et des infrastructures à caractère commercial et industriel : magasins généraux, zones de transit et zones industrielles notamment.

Art. 7. — En sus des missions énumérées à l'article 6 ci-dessus, la chambre peut créer une institution de conciliation et d'arbitrage en vue d'intervenir, à la demande des opérateurs, dans le règlement de leurs litiges commerciaux nationaux.

TITRE IV

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Section I

Les organes de la chambre

Art. 8. — Les organes de la chambre sont :

- l'assemblée générale,
- le bureau,
- les commissions techniques.

Sous-section I

L'assemblée générale de la chambre

Art. 9. — L'assemblée générale de la chambre est composée de membres titulaires élus par les affiliés de la circonscription territoriale de la chambre et de membres associés.

Les membres de l'assemblée générale de la chambre prennent le titre de membres de la chambre.

Les membres de l'assemblée générale sont élus pour un mandat de quatre (4) années renouvelable.

Les membres élus de la chambre ont un mandat général de représentation de l'ensemble des affiliés quels que soient leurs catégories professionnelles et leurs lieux d'implantation.

Sont membres associés de la chambre, avec voix consultative, les représentants à l'échelon local, des administrations, des organisations patronales, des organismes publics dont les missions intéressent l'activité de la chambre.

La liste des membres associés est fixée par décision du ministre chargé du commerce, après avis du bureau de la chambre.

Le mandat des membres associés est renouvelé à chaque renouvellement de l'assemblée générale de la chambre.

Art. 10. — La composition de l'assemblée générale de la chambre est fixée comme suit :

— vingt (20) membres pour les chambres ayant un nombre d'affiliés inférieur ou égal à 5.000,

— un (1) membre supplémentaire par tranche entière de mille (1000) affiliés pour les chambres ayant un nombre d'affiliés supérieur à 5.000.

Un arrêté du ministre du commerce fixe la répartition des sièges par catégorie ou sous-catégorie professionnelle et subdivision géographique éventuelle de chaque chambre.

La répartition des sièges de l'assemblée générale doit tenir compte du poids économique des catégories ou sous-catégories, évalué en fonction du nombre des affiliés qui les composent et des subdivisions géographiques formant la circonscription territoriale de la chambre.

Aucune des catégories ou sous-catégories professionnelles ne peut disposer d'un nombre de sièges égal ou supérieur à la moitié des sièges de l'assemblée générale.

Le directeur de la chambre est membre de droit de l'assemblée générale.

Art. 11. — L'assemblée générale élit parmi ses membres titulaires, un président et deux vice-présidents qui prennent respectivement le titre de président et de vice-président de la chambre.

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président le remplace d'office jusqu'à expiration du mandat.

Art. 12. — L'assemblée générale de la chambre se réunit en session ordinaire une (1) fois par an, sur convocation du président de la chambre.

Elle peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son président, de la majorité de ses membres ou du ministre chargé du commerce.

Art. 13. — Des convocations individuelles, précisant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion sont adressées aux membres de l'assemblée générale par le président de la chambre quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans toutefois être inférieur à huit (8) jours.

Ces convocations sont accompagnées, en cas de besoin, des documents destinés à être examinés par l'assemblée générale.

Art. 14. — L'assemblée générale ne se réunit valablement qu'en présence de la moitié au moins de ses membres présents ou représentés. Si le *quorum* n'est pas atteint, l'assemblée générale se réunit valablement sous huitaine après une deuxième convocation et délibère quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale interviennent à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante.

Un membre de l'assemblée générale peut, en cas de force majeure, se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre. Le membre de l'assemblée générale mandaté ne peut, toutefois, avoir plus d'une procuration.

Art. 15. — Les délibérations de l'assemblée générale donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux numérotés, répertoriés et signés conjointement par le président et le directeur de la chambre, agissant en qualité de responsable du secrétariat de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux sont communiqués au ministre chargé du commerce et à la chambre algérienne du commerce et de l'industrie dans les quinze (15) jours qui suivent les délibérations de l'assemblée générale.

Les délibérations sont réputées immédiatement exécutoires, à l'exception de celles pour lesquelles une approbation préalable est expressément requise, notamment les délibérations relatives au budget prévisionnel, au bilan comptable et financier, au patrimoine des chambres et aux projets de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics.

Art. 16. — L'assemblée générale de la chambre délibère notamment sur :

- le rapport annuel de la chambre,
- les orientations générales des actions à entreprendre et l'adoption du programme général d'activité du bureau et des commissions techniques de la chambre,
- l'adoption des propositions d'avis, de recommandations et des suggestions formulées par les commissions techniques,
- l'approbation du rapport d'activité annuel de la chambre présenté par le président,
- le projet de budget de la chambre et le bilan de l'exercice écoulé,
- les propositions de fusion ou de scission de la chambre,

— les projets d'adhésion aux organisations internationales et régionales homologues ou similaires,

— le projet de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics,

— le projet de règlement intérieur de la chambre fixant notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des différents organes de la chambre, à soumettre pour approbation à l'assemblée générale de la chambre algérienne du commerce et de l'industrie,

— l'exclusion d'un membre de l'assemblée générale,

— toute autre mesure conforme à son objet et de nature à faciliter et améliorer la réalisation de ses missions.

L'assemblée générale peut donner mandat au bureau de la chambre pour réaliser un certain nombre de missions qui sont fixées dans le règlement intérieur.

En outre, l'assemblée générale de la chambre procède à l'élection, parmi ses membres élus, des membres du bureau de la chambre et fixe la composition des commissions techniques.

Art. 17. — Le ministre chargé du commerce peut prononcer par arrêté la suspension ou la dissolution d'une assemblée générale lorsque celle-ci enfreint les dispositions statutaires régissant les chambres.

Sous-section II

Le bureau de la chambre

Art. 18. — Le bureau de la chambre est composé de membres élus parmi les membres titulaires de l'assemblée générale de la chambre pour un mandat de deux (2) années renouvelable.

La qualité de membre de bureau de la chambre est incompatible avec celle de président d'un syndicat professionnel, d'une association à caractère politique ou avec une fonction gouvernementale.

La composition du bureau de la chambre est fixée comme suit :

- * six (6) membres pour les chambres dont le nombre de membres titulaires est de vingt (20),
- * un membre supplémentaire par tranche entière de trois (3) membres titulaires.

Le président et les vice-présidents de la chambre sont respectivement président et vice-présidents du bureau de la chambre.

Le directeur de la chambre est membre de droit du bureau.

Art. 19. — Les membres du bureau de la chambre se réunissent autant de fois que nécessaire et au moins une (1) fois tous les deux (2) mois.

Le règlement intérieur de la chambre précise les règles d'organisation et de fonctionnement du bureau de la chambre.

Art. 20. — Le bureau de la chambre est, sous la conduite du président de la chambre, chargé notamment de:

- représenter les organes élus de la chambre auprès des pouvoirs publics locaux,
- représenter l'assemblée générale de la chambre pendant l'intersession de l'assemblée. A cet effet, il prend les initiatives et les mesures adéquates nécessaires durant cette période,
- mettre en œuvre les orientations et les directives de l'assemblée générale de la chambre,
- suivre et coordonner les travaux des différentes commissions techniques,
- rendre compte de son activité devant l'assemblée générale de la chambre.

Art. 21. — Le président de la chambre a pour mission d'animer et de coordonner les travaux de l'assemblée générale et du bureau de la chambre auprès desquels il rend compte de son activité et de représenter les affiliés auprès des tiers et des pouvoirs publics.

Il signe, en outre, toute convention, tout protocole d'accord, d'échanges et de collaboration avec les organismes et institutions homologues ou similaires étrangers ayant trait à l'établissement et au développement de relations commerciales entre les opérateurs algériens et les opérateurs étrangers.

Art. 22. — Le ministre chargé du commerce ou son représentant assiste de plein droit aux réunions des organes de la chambre.

Sous-section III

Les commissions techniques de la chambre

Art. 23. — Les commissions techniques sont composées :

- de membres désignés par et parmi les membres titulaires de l'assemblée générale de la chambre,
- de membres associés de la chambre dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres titulaires,
- du rapporteur de la commission technique, choisi parmi le personnel permanent de la chambre.

Les membres titulaires de la commission technique désignent parmi eux le président et le vice-président de la commission technique.

Art. 24. — Les commissions techniques sont des organes permanents de réflexion et d'étude chargés d'arrêter et de formaliser, après examen et après avoir mené les consultations nécessaires, les avis, les recommandations et les suggestions de la chambre sur les questions relevant de leurs champs de compétence.

Le président de la chambre supervise et coordonne les travaux des commissions techniques.

Art. 25. — Des sous-commissions techniques peuvent être créées par décision du président de la chambre sur proposition des présidents des commissions techniques et après avis du bureau de la chambre à l'effet de traiter de questions ou de thèmes particuliers.

Art. 26. — Le nombre, la composition, le domaine de compétence et les règles d'organisation et de fonctionnement des commissions techniques de chaque chambre sont fixés dans le règlement intérieur de la chambre par arrêté du ministre chargé du commerce.

TITRE V

LE REGIME ELECTORAL

Art. 27. — Sont électeurs à la chambre et inscrits sur les listes électorales de la chambre :

- à titre personnel : les affiliées personnes physiques,
- à titre de représentant de la personne morale :

le représentant légal de la personne morale affiliée, au titre du siège social de la personne morale mère ou de ses établissements secondaires implantés dans le ressort territorial de la chambre et inscrits au registre de commerce local.

Art. 28. — Les listes électorales sont arrêtées par des commissions créées à cet effet, par décision du ministre chargé du commerce qui précise leur composition ainsi que les modalités et les formes d'élaboration et d'affichage de ces listes.

Art. 29. — Les affiliés sont répartis, en fonction de l'activité principale qu'ils exercent, au sein des quatre catégories professionnelles suivantes :

- industrie,
- commerce,
- services,
- bâtiment et travaux publics.

Des sous-catégories professionnelles et subdivisions géographiques peuvent être instituées par arrêté du ministre chargé du commerce, en fonction de l'importance des branches d'activités et des spécificités locales.

Les catégories ou sous-catégories professionnelles et les subdivisions géographiques éventuelles de la circonscription territoriale de la chambre constituent des collèges électoraux.

Un arrêté du ministre chargé du commerce fixe le nombre de collèges électoraux de chaque chambre.

Art. 30. — Les électeurs procèdent à l'élection des candidats à l'assemblée générale de la chambre, pour pourvoir aux sièges revenant à la catégorie ou sous-catégorie à laquelle ils appartiennent, selon le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux (2) tours.

Art. 31. — Le nombre de voix de chaque affilié est fixé comme suit :

* une voix, si le nombre de salariés de la personne physique ou morale est inférieur à dix (10) salariés,

* deux voix, si le nombre de salariés est compris entre dix (10) et cinquante (50) salariés,

* trois voix, si le nombre de salariés est compris entre cinquante et un (51) et cent (100) salariés,

* quatre voix, si le nombre de salariés est compris entre cent un (101) et deux cents (200) salariés,

* cinq voix, si le nombre de salariés est compris entre deux cent un (201) et trois cents (300) salariés,

* six voix, si le nombre de salariés est compris entre trois cent un (301) et cinq cents (500) salariés,

* sept voix, si le nombre de salariés est compris entre cinq cent un (501) et mille (1.000) salariés,

* une voix supplémentaire par tranche de 500 si le nombre de salariés est supérieur à 1.000, sans toutefois dépasser cinq (5) voix supplémentaires.

Le nombre de salariés pris en considération est celui déclaré aux caisses de sécurité sociale au 31 décembre de l'année précédant la date des élections.

Art. 32. — Sont éligibles à l'assemblée générale de la chambre, les électeurs remplissant les conditions suivantes :

— être âgé de 30 ans révolus au jour de la clôture des listes électorales,

— exercer une activité couverte par sa catégorie ou sous-catégorie professionnelle depuis au moins trois (3) années dans le ressort territorial de la chambre,

— ne pas être candidat, ni élu dans l'assemblée générale d'une autre chambre,

— ne pas avoir été condamné pour infraction à la législation commerciale,

— jouir de la totalité de ses droits civiques.

Art. 33. — Les modalités de déroulement des opérations électorales sont fixées par arrêté du ministre chargé du commerce qui précise notamment les modalités d'organisation des opérations de vote, de la composition des bureaux de vote, des opérations de dépouillement et de proclamation de résultats ainsi que les voies de recours.

Art. 34. — La liste des membres élus à l'assemblée générale de chaque chambre est rendue publique par arrêté du ministre chargé du commerce.

TITRE VI

LE RETRAIT DE LA QUALITE DE MEMBRE DE LA CHAMBRE

Art. 35. — La qualité de membre de la chambre est retirée d'office à tout membre :

— qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité,

— dont la démission présentée à l'assemblée générale a été approuvée par celle-ci,

— qui est décédé,

— dont l'exclusion est prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés en cas de commission des fautes prévues en la matière par le règlement intérieur.

La liste des fautes susceptibles d'entraîner l'exclusion d'un membre de la chambre est fixée par le règlement intérieur de la chambre qui précise également les modalités de défense et de recours du mis en cause,

— qui s'absente trois (3) fois consécutives aux réunions des organes de la chambre dont il est membre, sans motifs reconnus valables.

Le retrait de la qualité de membre de la chambre est notifié par le président de la chambre au ministre chargé du commerce.

TITRE VII

LES ELECTIONS COMPLEMENTAIRES

Art. 36. — Lorsque le nombre de membres de l'assemblée générale auxquels a été retirée la qualité de membre de la chambre atteint le quart du nombre total de sièges de l'assemblée générale, il est procédé à des élections complémentaires dans les catégories concernées en vue de pourvoir aux sièges vacants.

Les nouveaux membres sont élus pour le restant du mandat à courir.

Toutefois, ces élections complémentaires ne peuvent se dérouler dans le cas où la durée du mandat de l'assemblée générale restant à courir est inférieure à six (6) mois.

TITRE VIII

LES ELECTIONS ANTICIPEES

Art. 37. — Des élections générales anticipées sont organisées lorsque :

— l'assemblée générale est dissoute par l'autorité de tutelle,

— les limites du ressort territorial de la chambre sont modifiées par suite de scission ou fusion de chambre,

— l'assemblée générale présente sa démission collective.

TITRE IX

L'ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE

Art. 38. — La gestion et la direction des services administratifs de la chambre sont assurées par un directeur nommé par arrêté du ministre chargé du commerce.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 39. — Le directeur dispose, dans les limites fixées par les lois et règlements en vigueur, de tous les pouvoirs pour diriger la chambre et assurer sa gestion et son fonctionnement.

A ce titre :

- il est ordonnateur du budget de la chambre,
- il représente la chambre en justice et dans les actes de la vie civile,
- il élabore le projet de budget de la chambre et de ses établissements annexes et engage les dépenses de la chambre dans les limites des crédits inscrits au budget,
- il élabore et soumet à l'assemblée générale le bilan et les comptes de fin d'exercice,
- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels de la chambre y compris les personnels des établissements et services annexes ou concédés de la chambre et nomme à tous les emplois pour lesquels aucun autre mode de nomination n'est prévu,
- il élabore le règlement intérieur du personnel de la chambre et veille à son respect,
- il conclut tout marché, contrat ou convention rentrant dans le cadre de la gestion de la chambre et de son patrimoine,
- il signe, dans le cadre de ses attributions, toute convention, tout protocole d'accord, d'échanges et de collaboration avec les organismes et institutions homologues ou similaires étrangers,
- il est responsable de la protection et de la sauvegarde du patrimoine de la chambre,
- il dote les différents organes de la chambre des moyens nécessaires à leur fonctionnement et organise, sous sa responsabilité, les secrétariats techniques des différents organes de la chambre,
- il désigne, parmi le personnel permanent, les rapporteurs des commissions techniques de la chambre,
- il exécute ou fait exécuter par des tiers, les études ou travaux demandés par les différents organes de la chambre qui rentrent dans le cadre de son champ de compétence,
- il participe à la mise en œuvre des délibérations des différents organes de la chambre lorsque celles-ci requièrent l'intervention des services administratifs de la chambre,
- il met en œuvre, sous sa responsabilité, les attributions administratives de la chambre.

Il peut, en outre, ouvrir en fonction des nécessités tout bureau, service ou antenne administratifs au niveau des subdivisions géographiques de la circonscription territoriale de la chambre.

Art. 40. — L'organigramme-type des chambres de commerce et de l'industrie est fixé par arrêté du ministre chargé du commerce.

Chaque chambre élabore, sur la base de l'organigramme-type, un organigramme spécifique adapté à ses particularités qui est approuvé par décision du ministre chargé du commerce.

Art. 41. — Les personnels des chambres sont régis par un statut particulier fixé en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur.

TITRE X

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 42. — Les comptes de la chambre sont tenus en la forme commerciale conformément à la législation en vigueur.

Les chambres sont dotées d'un commissaire aux comptes.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 43. — Le projet de budget consolidé et les comptes d'exploitation prévisionnels de la chambre sont soumis, après délibération de l'assemblée générale de la chambre, à l'approbation des ministres chargés du commerce et des finances, avant le début de l'exercice auquel ils se rapportent conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 44. — Les sujétions et charges de service public pesant sur la chambre ainsi que la couverture financière y afférente sont définies dans un cahier des charges fixé par arrêté du ministre concerné, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 45. — Une dotation initiale en patrimoine à la chambre sera effectuée par un arrêté conjoint du ministre chargé du commerce et du ministre chargé des finances.

Art. 46. — Le budget de la chambre comprend :

En recettes :

- * les cotisations versées par les adhérents,
- * la quote-part des ressources prévues par les lois de finances. Les modalités de répartition seront fixées par arrêté du ministre chargé du commerce,
- * les emprunts contractés, conformément à la réglementation en vigueur,
- * les dons et legs,
- * les revenus provenant des biens appartenant à la chambre,
- * les revenus provenant de la gestion des activités des établissements ou services annexes ou concédés à la chambre,
- * les produits des prestations, des études, des services et des publications effectués par la chambre pour le compte de ses affiliés ou des tiers,
- * les contributions financières allouées au titre de la réalisation des charges et sujétions de service public imposées à la chambre,
- * les droits de visa ou de certification des documents et attestations,
- * toute autre ressource liée à l'activité de la chambre.

En dépenses :

- * les dépenses de fonctionnement des services et d'entretien du patrimoine de la chambre.
- * les dépenses représentant les cotisations et droits d'adhésion dûs au titre de l'adhésion de la chambre aux organismes nationaux et étrangers homologues,
- * les frais de déplacement et de séjour des membres du bureau, conformément à l'article 47 ci-dessous,
- * les dépenses représentant la quote-part des cotisations reversées à la chambre algérienne du commerce et de l'industrie fixée par arrêté du ministre chargé du commerce,
- * toute autre dépense nécessaire à la réalisation des missions conférées à la chambre.

TITRE XI**DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET DIVERSES**

Art. 47. — Les fonctions de membres de la chambre sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement et de séjour à l'étranger des membres du bureau de la chambre, occasionnés par les missions de travail s'inscrivant dans le cadre de la réalisation des activités de la chambre sont pris en charge par le budget de la chambre algérienne du commerce et de l'industrie selon les taux fixés par la réglementation en vigueur.

Art. 48. — Les premières élections des organes des chambres interviennent, au plus tard, quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent décret au *Journal officiel*.

Art. 49. — La dissolution des organes élus des chambres est prononcée par arrêté du ministre chargé du commerce.

Dans ce cas, des élections anticipées sont organisées deux (2) mois, au plus tard à compter de la date de dissolution.

Art. 50. — La dissolution de la chambre est prononcée par voie réglementaire prévoyant les modalités de la liquidation et la dévolution de l'universalité de ses biens.

Art. 51. — Les patrimoines des chambre de commerce et d'industrie dissoutes par les dispositions du décret n° 80-47 du 23 février 1980 susvisé sont dévolus aux chambre de commerce et d'industrie objet du présent décret selon des modalités qui seront fixées par arrêté du ministre chargé du commerce.

Art. 52. — Les décrets n° 80-47 et n° 87-172 des 23 février 1980 et 1er août 1987 susvisés sont abrogés.

Dès leur création, les chambres se substituent de plein droit aux chambre de commerce de wilaya existantes, implantées dans leurs circonscriptions territoriales respectives.

A cet effet, il est procédé, conformément aux lois et règlements en vigueur, au transfert des chambres de commerce de wilaya aux chambres concernées :

— de la propriété de tous biens meubles et/ou immeubles, de tous droits, créances et obligations détenus par les chambre de commerce de wilaya concernées ;

— de l'ensemble du personnel en activité au sein des chambre de commerce de wilaya.

Art. 53. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996.

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416
correspondant au 3 mars 1996 instituant la
chambre algérienne de commerce et
d'industrie.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116(alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes;

Vu le décret n° 80-46 du 23 février 1980 portant création de la chambre nationale de commerce;

Vu le décret n° 87-171 du 1er août 1987 portant réorganisation de la chambre nationale de commerce;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambre de commerce et d'industrie;

المادة 52 : يلغى المرسوم رقم 80 - 47 ورقم 87 - 172 المؤرخان في 23 فبراير سنة 1980 وفي أول غشت سنة 1987 والمذكوران أعلاه.

وتحلّ الغرف بقوة القانون محلّ غرف التجارة الولائية الموجودة في دوائرها الإقليمية الخاصة بها وذلك بمجرد إنشائها.

ولهذا الغرض يحول من غرف التجارة الولائية إلى الغرف المعنية طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها ما يأتي :

- ملكية كلّ الأملاك المنقولة و/أو العقارية وكلّ الحقوق والديون والسندات التي تحوزها غرف التجارة الولائية المعنية،

- جميع المستخدمين العاملين في غرف التجارة الولائية.

المادة 53 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996.

أحمد أويحيى

مرسوم تنفيذي رقم 96 - 94 مؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996، يتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

إنّ رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 81 - 4 و 116 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 35 المؤرخ في 17 ربيع الثاني عام 1395 الموافق 29 أبريل سنة 1975 والمتضمن المخطط الوطني للمحاسبة،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 76 - 101 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1396 الموافق 9 ديسمبر سنة 1976 والمتضمن قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 88 - 01 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1408 الموافق 12 يناير سنة 1988 والمتضمن القانون التوجيهي للمؤسسات العمومية الاقتصادية،

- وبمقتضى الأمر رقم 95 - 20 المؤرخ في 19 صفر عام 1416 الموافق 17 يوليو سنة 1995 والمتعلق بمجلس المحاسبة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 80 - 46 المؤرخ في 7 ربيع الثاني عام 1400 الموافق 23 فبراير سنة 1980 والمتضمن إنشاء الغرفة الوطنية للتجارة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 87 - 171 المؤرخ في 6 ذي الحجة عام 1407 الموافق أول غشت سنة 1987 والمتضمن إعادة تنظيم الغرفة الوطنية للتجارة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 95 - 450 المؤرخ في 9 شعبان عام 1416 الموافق 31 ديسمبر سنة 1995 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 96 - 01 المؤرخ في 14 شعبان عام 1416 الموافق 5 يناير سنة 1996 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة،

يرسم ما يأتي :

الباب الأول

التسمية - الهدف - المقر

المادة الأولى : تنشأ غرفة جزائرية للتجارة والصناعة تخضع لأحكام هذا المرسوم والقوانين والتنظيمات المعمول بها، وتدعى في صلب النص " الغرفة " .

وتتكوّن هذه الغرفة من غرف التجارة والصناعة التي أنشئت بموجب المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه.

وبهذه الصفة، تنبثق الأجهزة المنتخبة في هذه الغرفة من الأجهزة المنتخبة في غرف التجارة والصناعة.

المادة 2 : الغرفة مؤسسة عمومية ذات طابع صناعي وتجاري، تتمتع بالشخصية والاستقلال المالي. وتوضع تحت وصاية الوزير المكلف بالتجارة.

المادة 3 : يكون مقرّ الغرفة بمدينة الجزائر، ويمكن نقله إلى أي مكان آخر من التراب الوطني بموجب مرسوم تنفيذي، بناء على تقرير الوزير المكلف بالتجارة.

المادة 4 : الغرفة على الصعيد الوطني، مؤسسة تمثل المصالح العامة لقطاعات التجارة والصناعة والخدمات لدى السلطات العمومية.

الباب الثاني

المهام والصلاحيات

المادة 5 : تضطلع الغرفة بالمهام الآتية :

- تزود السلطات العمومية بمبادرة منها أو بناء على طلب هذه السلطات بالأراء والمقترحات والتوصيات في المسائل والانشغالات التي تخص بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الصعيد الوطني، قطاعات التجارة والصناعة والخدمات،

- تنظّم التشاور بين منخرطيهما وتجمع آراءهم في النصوص التي تعرضها عليها الإدارة قصد دراستها وإبداء رأيها بشأنها،

- تلخّص الآراء والتوصيات والاقتراحات التي تعتمدها غرف التجارة والصناعة وتلائم برامجها ووسائلها،

- تنجز كل أعمال المصلحة المشتركة في غرف التجارة والصناعة وتحفّزها على القيام بالمبادرات،

- تتولّى تمثيل أعضائها لدى السلطات العمومية وتعيين ممثلين لدى هيئات التشاور والاستشارة الوطنية،

- تقوم بكل عمل يرمي إلى ترقية مختلف قطاعات الاقتصاد الوطني وتنميتها وتوسّعها، لا سيّما في مجال الأسواق الخارجية،

وتكلّف الغرفة بهذه الصفة، على الخصوص بما يأتي :

* تقوم بدراسة الوضعية الاقتصادية للبلاد والتفكير فيها وتطورها وتقديم آراءها إلى السلطات العمومية بخصوص وسائل تنمية النشاط الاقتصادي الوطني وترقيته،

* تصدر كل وثيقة أو شهادة أو استمارة، يقدمها أو يطلبها الأعوان الاقتصاديون لاستعمالها، أساسا، خارج البلاد وتؤشّرها وتصدّق عليها.

يحدّد الوزير المكلف بالتجارة بقرار، قائمة هذه الوثائق والشهادات والاستمارات.

* تنظّم أو تشارك في تنظيم جميع اللقاءات والتظاهرات الاقتصادية، داخل الجزائر وخارجها، لا سيّما المعارض والندوات والمناظرات والأيام الدراسية والمهام التجارية التي يكون غرضها ترقية النشاطات الاقتصادية الوطنية والمبادلات التجارية مع الخارج وتنميتها،

* تنجز كل الأعمال والدراسات التي تساعد على ترقية المنتوجات والخدمات الوطنية في الأسواق الخارجية،

* تقترح أي تدبير يرمي إلى تسهيل عمليات تصدير المنتوجات والخدمات الوطنية وترقيتها،

- تنشئ بداخلها مركزا للوثائق يتولى جمع كل المعطيات الاقتصادية التي تنطبق على مختلف قطاعات النشاط الاقتصادي الوطني وترتبط بهدفها واستغلالها ونشرها.

المادة 6 : يمكن الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة زيادة على مهامها المذكورة في المادة 5 السابقة، أن تحدث مؤسسة للمصالحة والتحكيم قصد التدخل في تسوية النزاعات التجارية الوطنية والدولية بناء على طلب المتعاملين.

الباب الثالث التنظيم والعمل

المادة 7 : أجهزة الغرفة هي :

- الجمعية العامة،
- المجلس،
- اللجان التقنية.

الفصل الأول الجمعية العامة للغرفة

المادة 8 : تتكون الجمعية العامة للغرفة مما يأتي:

- جميع أعضاء مكاتب غرفة التجارة والصناعة،
- الأعضاء الشركاء الذين يمثلون على الصعيد الوطني الإدارات ومنظمات أرباب العمل والهيئات العمومية التي تخص مهامها نشاط الغرفة والخبراء المعترف بهم.

يحدد الوزير المكلف بالتجارة بقرار، بعد استشارة مكتب الغرفة، قائمة الأعضاء الشركاء.

يكون حضور الأعضاء الشركاء حضورا استشاريا. يعتبر المدير العام للغرفة عضوا في الجمعية العامة بحكم القانون.

يمكن الجمعية العامة زيادة على ذلك أن تستشير كل شخص ترى مساهمته مفيدة لها في أشغال الجمعية العامة.

* تقيم علاقات التعاون والتبادل وتبرم اتفاقات مع الهيئات الأجنبية الماثلة،

* تنضم إلى الهيئات الجهوية أو الدولية التي لها نفس الطبيعة أو التي تسعى لتحقيق نفس الأهداف،

* تشكل، باعتبارها تمثل الجزائر، غرفا مختلطة للتجارة مع نظيراتها الأجنبية،

* تنشر وتوزع كل نشرة من النشرات التي لها علاقة بهدفها،

* تشارك في التظاهرات والأعمال التي تبادر بها الهيئات التمثيلية التي تسعى إلى تحقيق نفس الأهداف،

* تقوم بنشاطات التعليم والتكوين وتحسين المستوى وتجديد المعلومات لصالح المؤسسات،

* ويمكن الغرفة أن تقوم ، زيادة على ذلك بما يأتي:

- تمثل الجزائر في المعارض والتظاهرات الاقتصادية الرسمية التي تنظم في الخارج،

- تبدي رأيها في الاتفاقيات والاتفاقات التجارية التي تربط الجزائر ببلدان أجنبية،

- يصرح بأنها صاحبة امتياز المرافق العمومية،

في هذه الحالة يعتمد الامتياز على أساس دفتر شروط يعد حسب الأصول الشكلية القانونية المطلوبة.

- تفتح مكاتب تمثيل في الجزائر،

- تؤسس مؤسسات تجارية وصناعية وخدمية أو تديرها أو تسيّرهما كمدارس التكوين وتحسين المستوى ومؤسسات ترقية الشركات ومساعدتها ومؤسسات دعم أنشطتها وهاكل تجارية وصناعية أساسية، لا سيما المخازن العامة والمناطق الصناعية عندما تكون هذه المؤسسات ذات طابع وطني أو عندما يغطي المجال الجغرافي لتطبيق اختصاصها الدائرة الإقليمية لأكثر من غرفة واحدة للتجارة والصناعة.

ويمكن الغرفة لأداء مهمتها على أكمل وجه أن تقوم بما يأتي :

- تقوم بتحقيقات اجتماعية واقتصادية ضرورية لإنجاز أشغالها فيما يتعلق بهدفها،

المادة 9 : تجتمع الجمعية العامة للغرفة مرة واحدة في السنة في دورة عادية بناء على استدعاء من رئيسها.

كما يمكنها أن تجتمع في دورة غير عادية بطلب من رئيسها أو بطلب من ثلث ($\frac{1}{3}$) رؤساء غرف التجارة والصناعة على الأقل أو بطلب من الوزير المكلف بالتجارة.

غير أن الوزير يستدعي الجمعية العامة حسب الأشكال نفسها بمناسبة انتخاب رئيسها ونوابه.

المادة 10 : يرسل رئيس الغرفة استدعاءات فردية يبين فيها تاريخ الاجتماع ومكانه وجدول أعماله إلى أعضاء الجمعية العامة قبل خمسة عشر (15) يوما على الأقل من تاريخ الاجتماع.

ويمكن أن يقلص هذا الأجل بالنسبة للدورات غير العادية على أن لا يقل عن ثمانية (8) أيام.

ترفق هذه الاستدعاءات، عند الحاجة، بالوثائق الموجهة إلى الجمعية العامة قصد فحصها.

المادة 11 : لا يصح اجتماع الجمعية العامة مالم يتم تمثيل نصف غرف التجارة والصناعة على الأقل.

وإذا لم يكتمل النصاب، يصح اجتماع الجمعية العامة خلال أجل ثمانية (8) أيام، بعد استدعاء ثان وتداول عندئذ مهما يكن عدد غرف التجارة والصناعة الممثلة.

تداول الجمعية العامة بالأغلبية المطلقة لأصوات الأعضاء الحاضرين أو الممثلين.

وفي حالة تساوي الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة 12 : يترتب على مداوات الجمعية العامة تحرير محاضر يرقمها ويقيدها ويوقعها رئيس الغرفة بالاشتراك مع المدير العام للغرفة الذي يتصرف باعتباره مسؤول كتابة الجمعية العامة.

تبلغ المحاضر إلى الوزير المكلف بالتجارة خلال الأيام الخمسة عشر (15) التي تلي مداوات الجمعية العامة.

وتكون هذه المداوات نافذة على الفور باستثناء تلك التي تقتضي صراحة موافقة قبلية، لا سيما ما يتعلق منها بالميزانية التقديرية والحصيلة المحاسبية والمالية وأملاك الغرفة ومشاريع إنشاء مؤسسات ملحقة أو مؤسسات تسيير المرافق العمومية.

المادة 13 : تداول الجمعية العامة للغرفة على الخصوص فيما يأتي:

- تقرير الغرفة السنوي،

- التوجيهات العامة للأعمال التي يقوم بها المجلس واللجان التقنية واعتماد برامج نشاطاتها العامة،

- الموافقة على تقرير النشاط السنوي للمجلس الذي يقدمه رئيسه،

- مشروع ميزانية الغرفة وحصيلة السنة المالية المنصرمة،

- مشروع إنشاء مؤسسات ملحقة أو مؤسسات تسيير المرافق العمومية،

- الموافقة على مشروع النظام الداخلي لغرف التجارة والصناعة الذي تعدّه جمعياتها العامة وتعرضه على الوزير المكلف بالتجارة للمصادقة عليه،

- الموافقة على مشروع النظام الداخلي للغرفة،

- اقتراحات اندماج غرف التجارة والصناعة أو انقسامها،

- أي تدبير آخر يتطابق مع هدفها ويمكن من تسهيل إنجاز مهام غرف التجارة والصناعة أو أعمالها المشتركة وتحسين ذلك.

يمكن الجمعية العامة أن تفوض المجلس القيام بأية مهمة أخرى تدخل في مجال اختصاصها.

يتولى الكاتب العام للغرفة كتابة الجمعية العامة.

المادة 14 : تنتخب الجمعية العامة من بين أعضائها الدائمين رئيسا وثلاثة (3) نواب، تكون لهم على التوالي صفة الرئيس، ونائب الرئيس الأول، ونائب الرئيس الثاني، ونائب الرئيس الثالث، حسب ترتيبهم في الانتخابات.

المادة 20 : ينشط رئيس الغرفة أشغال جمعيتها العامة و مجلسها وينسقها ويقدم إليهما تقارير عن نشاطه ويمثل أعضاء الجمعية لدى السلطات العمومية والأطراف الأخرى.

وبالإضافة إلى ذلك يوقع كل اتفاقية وكل بروتوكول اتفاق للتبادل والتعاون مع الهيئات والمؤسسات الأجنبية المماثلة أو الشبيهة التي لها صلة بإقامة علاقات تجارية وتنميتها مع المتعاملين الأجانب.

الفصل الثالث

اللجان التقنية

المادة 21 : تتكون اللجان التقنية للغرفة مما يأتي :

- أعضاء يعيّنهم الأعضاء الدائمون من بينهم في الجمعية العامة للغرفة،
- أعضاء شركاء في الغرفة لا يفوق عددهم عدد الأعضاء الدائمين،
- مقرر اللجنة التقنية يختار من بين مستخدمي الغرفة الدائمين .

المادة 22 : اللجان التقنية أجهزة دائمة للتفكير والدراسة، تتولى تلخيص آراء غرف التجارة والصناعة واقتراحاتها ومقترحاتها ووجهة نظرها وصياغة ذلك. كما يمكن أن تطلع على كل المسائل المرتبطة بمجالات اختصاصها التي تعرض عليها.

يعيّن الأعضاء الدائمون في كل لجنة تقنية من بينهم الرئيس ونائب رئيس اللجنة التقنية.

المادة 23 : يمكن رئيس الغرفة أن يحدث بمقرر لجنا تقنية فرعية، بناء على اقتراح رؤساء اللجان التقنية وبعد استشارة المجلس وذلك قصد معالجة مسائل أو مواضيع معينة.

المادة 24 : يحدد الوزير المكلف بالتجارة بقرار، النظام الداخلي الذي يضبط قواعد تنظيم مختلف أجهزة الغرفة وعملها وتصادق عليه الجمعية العامة للغرفة.

يثبت الوزير المكلف بالتجارة بقرار، نتائج الانتخاب.

وفي حالة الشغور النهائي لمنصب الرئيس يخلفه تلقائياً نائبه الأول حتى انقضاء عهدة الرئيس.

المادة 15 : يمكن الوزير المكلف بالتجارة أن يقرر تعليق الجمعية العامة للغرفة أو حلها إن خالفت الأحكام القانونية التي تخضع لها الغرفة.

الفصل الثاني

مجلس الغرفة

المادة 16 : يتكون مجلس الغرفة مما يأتي :

- رئيس الغرفة ونوابه،
- رؤساء غرف التجارة والصناعة،
- ممثل عن كل إدارة معنية بنشاط الغرفة تمثيلاً استشارياً.
- يحدد الوزير المكلف بالتجارة بقرار، قائمة هذه الإدارات،
- المدير العام للغرفة.

المادة 17 : يتولى المجلس، تحت سلطة رئيس الغرفة، ما يأتي :

- يمثل الجمعية العامة للغرفة بين الدورات، ولهذا الغرض يتخذ المبادرات والتدابير الملزمة اللازمة خلال هذه المدة،
- ينفذ توجيهات الجمعية العامة للغرفة وتعليماتها،
- يتابع أشغال اللجان التقنية للغرفة وينسقها ويوافق على اقتراحاتها وأرائها وتوصياتها ومقترحاتها،
- يقدم تقارير عن نشاطه إلى الجمعية العامة للغرفة،
- يوافق على مشاريع الانضمام إلى المنظمات الدولية والإقليمية المماثلة أو الشبيهة.

المادة 18 : يجتمع مجلس الغرفة مرة واحدة على الأقل كل ثلاثة (3) أشهر وكلما تطلب الأمر ذلك.

المادة 19 : يحضر الوزير المكلف بالتجارة أو ممثله بقوة القانون اجتماعات أجهزة الغرفة.

الباب الرابع إدارة الغرفة

المادة 25 : يدير مدير عام، يعين بمرسوم تنفيذي بناء على اقتراح الوزير المكلف بالتجارة، المصالح الإدارية للغرفة ويسيرها.
وتنهي مهامه حسب الأشكال نفسها.

المادة 26 : يساعد المدير العام في أداء مهامه، كاتب عام، يعينه الوزير المكلف بالتجارة بقرار، بناء على اقتراح المدير العام.
وتنهي مهامه حسب الأشكال نفسها.

المادة 27 : يتمتع المدير العام، في حدود القوانين والتنظيمات المعمول بها، بكامل الصلاحيات في إدارة الغرفة وتسييرها وعملها.

وبهذه الصفة :

- يكون الأمر بصرف ميزانية الغرفة،
- يمثل الغرفة أمام القضاء وفي أعمال الحياة المدنية،
- يعد مشروع ميزانية الغرفة ومؤسساتها الملحقة أو المتنازل عنها في إطار الامتياز وحصيلة نهاية سنواتها المالية وحساباتها ويلتزم بنفقات الغرفة في حدود الاعتمادات المخصصة لها في الميزانية،
- يعد حسابات آخر السنة المالية،

- يمارس السلطة السلمية على جميع مستخدمي الغرفة ومن بينهم مستخدمي المؤسسات والمصالح الملحقة أو المتنازل عنها في إطار الامتياز، التابعة للغرفة ويعين في جميع المناصب التي لم تحدّد لها أي طريقة أخرى للتعيين،

- يعد النظام الداخلي الخاص بمستخدمي الغرفة ويسهر على احترامه،

- يبرم كل الصفقات أو العقود أو الاتفاقيات التي تدخل في إطار تسيير الغرفة وأموالها،

- يوقع في إطار صلاحياته كل اتفاقية وكل بروتوكول اتفاق وتبادل وتعاون مع الهيئات والمؤسسات الأجنبية الماثلة والشبيهة،

- يتولى مسؤولية حماية أملاك الغرفة والمحافظة عليها،

- يزود مختلف أجهزة الغرفة بالوسائل الضرورية لسيرها، وينظم تحت مسؤوليته الكتابات التقنية فيها،

- يعين من بين المستخدمين الدائمين، مقرري اللجان التقنية للغرفة،

- ينفذ بنفسه أو بواسطة أطراف أخرى، الدراسات أو الأشغال التي تطلبها مختلف أجهزة الغرفة وترتبط بمجال اختصاصه،

- يشارك في تطبيق مداولات مختلف أجهزة الغرفة، عندما تتطلب هذه الأخيرة تدخل المصالح الإدارية للغرفة،

- ينفذ تحت مسؤوليته الصلاحيات الإدارية للغرفة،

- يمكنه أن يفوض إمضاءه إلى أقرب مساعديه في حدود الصلاحيات الموكلة إليه.

المادة 28 : يحدّد الوزير المكلف بالتجارة بقرار، بناء على اقتراح المدير العام، الهيكل التنظيمي للغرفة.

المادة 29 : يخضع مستخدمو الغرفة لقانون أساسي خاص يحدّد طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

الباب الخامس أحكام مالية

المادة 30 : تمسك حسابات الغرفة حسب الشكل التجاري وطبقا لأحكام الأمر رقم 75 - 35 المؤرخ في 29 أبريل سنة 1975 والمذكور أعلاه.

يتمّ مسك المحاسبة وتداول الأموال طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 31 : يخضع مشروع الميزانية المدعم وحسابات الاستغلال التقديرية للغرفة لموافقة الوزير المكلف بالتجارة والوزير المكلف بالمالية قبل انطلاق السنة المالية المعنية وذلك بعد مداولة الجمعية العامة للغرفة طبقا للتنظيم المعمول به.

* نفقات الاشتراكات وحقوق الانخراط المستحقة على انضمام الغرفة إلى الهيئات الوطنية والأجنبية المماثلة والشبيهة،

* مصاريف تنقل أعضاء مجلس الغرفة ومصاريف إقامتهم طبقا للمادة 35 أدناه،

* جميع المصاريف الأخرى اللازمة لإنجاز المهام الموكلة للغرفة.

الباب السادس

أحكام انتقالية ومختلفة

المادة 35 : مهام أعضاء الغرفة مهام مجانية.

غير أن ميزانية الغرفة تتكفل حسب المعدلات المحددة في التنظيم المعمول به بمصاريف تنقل أعضاء مجلس الغرفة وإقامتهم بالخارج لأداء مهمات ذات مصلحة عامة.

المادة 36 : تنصب الهيئات المنتخبة في الغرفة خلال أجل شهرين (2) على الأكثر ابتداء من تاريخ الإعلان عن نتائج الانتخابات النهائية في جميع غرف التجارة والصناعة.

المادة 37 : يتم حل أجهزة الغرفة المنتخبة بقرار يصدره الوزير المكلف بالتجارة.

وفي هذه الحالة، تنظم انتخابات جديدة خلال أجل أقصاه شهرين (2) ابتداء من تاريخ الحل.

المادة 38 : يتم حل الغرفة بمرسوم تنفيذي ينص على كفاءات تصفية كل أملاكها وأيلولتها.

المادة 39 : يلغى المرسوم رقم 80 - 46 ورقم 87 - 171 المؤرخان في 23 فبراير سنة 1980 وفي أول غشت سنة 1987 والمذكوران أعلاه.

المادة 40 : تحل الغرفة بقوة القانون محل الغرفة الوطنية للتجارة عند تاريخ صدور هذا المرسوم.

المادة 32 : تحدّد تبعات ومسؤوليات الخدمة العمومية التي تتحملها الغرفة في دفتر شروط يضبطه الوزير المعني بقرار طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها.

يحدّد الوزير المكلف بالميزانية التغطية المالية المرتبطة بهذه التبعات ومسؤوليات الخدمة العمومية.

المادة 33 : يتم تخصيص أولي من الأموال لصالح الغرفة عن طريق قرار مشترك بين الوزير المكلف بالتجارة والوزير المكلف بالمالية.

المادة 34 : تشتمل ميزانية الغرفة على ما يأتي :

في باب الإيرادات :

* حصص الاشتراكات التي يدفعها المنخرطون وتحصلها غرف التجارة والصناعة ويضبط الوزير المكلف بالتجارة بقرار، كفاءات ذلك،

* الموارد المحددة في قوانين المالية،

* القروض المبرمة طبقا للتنظيم المعمول به،

* الهبات والوصايا،

* عائدات أملاك الغرفة،

* العائدات الناتجة عن تسيير نشاطات المؤسسات أو المصالح الملحقة المتنازل عنها لصالح الغرفة في إطار الامتياز،

* عائدات الدراسات والخدمات والنشرات التي تنجزها الغرفة،

* حقوق تأشير الوثائق والشهادات والتصديق عليها،

* جميع الموارد الأخرى المرتبطة بنشاط الغرفة.

في باب النفقات :

* الرّد المحتمل لحصة الموارد المحددة في قوانين المالية إلى غرف التجارة والصناعة،

* نفقات سير مصالح الغرفة وصيانة ممتلكاتها،

ولهذا الغرض يحول من الغرفة الوطنية للتجارة إلى الغرفة طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها ما يأتي :

- ملكية كل الأملاك المنقولة و/ أو العقارية وكل الحقوق والديون والسندات التي تحوزها الغرفة الوطنية للتجارة،

- جميع المستخدمين العاملين في الغرفة الوطنية للتجارة.

المادة 41 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996.

أحمد أويحيى

مراسيم فردية

مرسوم تنفيذي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996، يتضمن إنهاء مهام نائبة مدير بوزارة السياحة والصناعة التقليدية.

بموجب مرسوم تنفيذي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996 تنهى مهام السيدة سهيلة مزغراني، زوجة منقور، بصفتها نائبة مدير للتقييس ومراقبة النوعية بوزارة السياحة والصناعة التقليدية، لإحالتها على التقاعد.

★

مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 شوال عام 1416 الموافق 29 فبراير سنة 1996، يتضمن تعيين مكلف بمهمة برئاسة الجمهورية.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 شوال عام 1416 الموافق 29 فبراير سنة 1996 يعين السيد نور الدين قهرية، مكلفا بمهمة برئاسة الجمهورية.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير بوزارة الشؤون الخارجية.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996 تنهى، ابتداء من أول يناير سنة 1996، مهام السيد عبد القادر كوردوغلي، بصفته نائب مدير للاحتفالات الرسمية بوزارة الشؤون الخارجية، لتكليفه بوظيفة أخرى.

★

مرسوم تنفيذي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996، يتضمن إنهاء مهام مفتش بوزارة السياحة والصناعة التقليدية.

بموجب مرسوم تنفيذي مؤرخ في 13 شوال عام 1416 الموافق 2 مارس سنة 1996 تنهى مهام السيد مولود قاضي، بصفته مفتشا بوزارة السياحة والصناعة التقليدية، لإحالتها على التقاعد.

En dépenses :

- * les dépenses de fonctionnement des services et d'entretien du patrimoine de la chambre.
- * les dépenses représentant les cotisations et droits d'adhésion dûs au titre de l'adhésion de la chambre aux organismes nationaux et étrangers homologues,
- * les frais de déplacement et de séjour des membres du bureau, conformément à l'article 47 ci-dessous,
- * les dépenses représentant la quote-part des cotisations reversées à la chambre algérienne du commerce et de l'industrie fixée par arrêté du ministre chargé du commerce,
- * toute autre dépense nécessaire à la réalisation des missions conférées à la chambre.

TITRE XI**DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET DIVERSES**

Art. 47. — Les fonctions de membres de la chambre sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement et de séjour à l'étranger des membres du bureau de la chambre, occasionnés par les missions de travail s'inscrivant dans le cadre de la réalisation des activités de la chambre sont pris en charge par le budget de la chambre algérienne du commerce et de l'industrie selon les taux fixés par la réglementation en vigueur.

Art. 48. — Les premières élections des organes des chambres interviennent, au plus tard, quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent décret au *Journal officiel*.

Art. 49. — La dissolution des organes élus des chambres est prononcée par arrêté du ministre chargé du commerce.

Dans ce cas, des élections anticipées sont organisées deux (2) mois, au plus tard à compter de la date de dissolution.

Art. 50. — La dissolution de la chambre est prononcée par voie réglementaire prévoyant les modalités de la liquidation et la dévolution de l'universalité de ses biens.

Art. 51. — Les patrimoines des chambre de commerce et d'industrie dissoutes par les dispositions du décret n° 80-47 du 23 février 1980 susvisé sont dévolus aux chambre de commerce et d'industrie objet du présent décret selon des modalités qui seront fixées par arrêté du ministre chargé du commerce.

Art. 52. — Les décrets n° 80-47 et n° 87-172 des 23 février 1980 et 1er août 1987 susvisés sont abrogés.

Dès leur création, les chambres se substituent de plein droit aux chambre de commerce de wilaya existantes, implantées dans leurs circonscriptions territoriales respectives.

A cet effet, il est procédé, conformément aux lois et règlements en vigueur, au transfert des chambres de commerce de wilaya aux chambres concernées :

— de la propriété de tous biens meubles et/ou immeubles, de tous droits, créances et obligations détenus par les chambre de commerce de wilaya concernées ;

— de l'ensemble du personnel en activité au sein des chambre de commerce de wilaya.

Art. 53. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996.

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416
correspondant au 3 mars 1996 instituant la
chambre algérienne de commerce et
d'industrie.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116(alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes;

Vu le décret n° 80-46 du 23 février 1980 portant création de la chambre nationale de commerce;

Vu le décret n° 87-171 du 1er août 1987 portant réorganisation de la chambre nationale de commerce;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambre de commerce et d'industrie;

Décrète :

TITRE I

DENOMINATION - OBJET - SIEGE

Article 1er. — Il est institué une chambre algérienne de commerce et d'industrie, par abréviation CACI, régie par les dispositions du présent décret et par les lois et règlements en vigueur et dénommée ci-dessous "la chambre".

La chambre est constituée des chambre de commerce et d'industrie créées par décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé.

A ce titre, les organes élus de la chambre sont l'émanation des organes élus des chambres de commerce et de l'industrie.

Art. 2. — La chambre est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'établissement est placée sous la tutelle du ministre chargé du commerce.

Art. 3. — Le siège de la chambre est fixé à Alger, il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par décret exécutif pris sur rapport du ministre chargé du commerce.

Art. 4. — La chambre est au plan national, l'institution représentant auprès des pouvoirs publics, les intérêts généraux des secteurs du commerce, de l'industrie et des services.

TITRE II

MISSIONS - ATTRIBUTIONS

Art. 5. — La chambre a pour missions :

— de fournir aux pouvoirs publics, sur leur demande ou de sa propre initiative, les avis, les suggestions et les recommandations sur les questions et préoccupations intéressant directement ou indirectement, au plan national, les secteurs du commerce, de l'industrie et des services,

— d'organiser la concertation entre ses adhérents et recueillir leur point de vue sur les textes que lui soumettrait l'administration pour examen et avis,

— d'effectuer la synthèse des avis, recommandations et propositions adoptés par les chambre de commerce et d'industrie et de favoriser l'harmonisation de leurs programmes et de leurs moyens,

— de réaliser toute action d'intérêt commun aux chambres de commerce et d'industrie et de susciter leurs initiatives,

— d'assurer la représentation de ses membres auprès des pouvoirs publics et de désigner des représentants auprès des instances nationales de concertation et de consultation,

— d'entreprendre toute action visant la promotion et le développement des différents secteurs de l'économie nationale et leur expansion notamment en direction des marchés extérieurs.

A ce titre, la chambre est chargée notamment :

* de mener des études et des réflexions sur la situation économique du pays et son évolution et de présenter aux pouvoirs publics ses points de vue sur les moyens de développer et de promouvoir l'activité économique nationale,

* d'émettre, viser ou certifier tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par les agents économiques et destinés à être utilisés principalement à l'étranger.

La liste de ces documents, attestations et formulaires est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce,

* d'organiser ou de participer à l'organisation de toutes rencontres et manifestations économiques en Algérie et à l'étranger tels que notamment, foires, salons, colloques, journées d'études, et missions commerciales visant la promotion et le développement des activités économiques nationales et des échanges commerciaux avec l'extérieur,

* de réaliser toute action et étude pouvant concourir à la promotion des produits et services nationaux sur les marchés extérieurs,

* de proposer toute mesure tendant à faciliter et à promouvoir les opérations d'exportation des produits et services nationaux,

* d'établir des relations et de conclure des accords de coopération et d'échanges mutuels avec les organismes homologues ou similaires étrangers,

* d'adhérer aux organismes régionaux ou internationaux de même nature ou poursuivant les mêmes objectifs,

* de procéder, en qualité de représentant de l'Algérie, à la constitution de chambre de commerce mixtes avec ses homologues étrangers,

* d'éditer et de diffuser toute publication en rapport avec son objet,

* de participer aux manifestations et actions initiées par les organismes représentatifs poursuivant les mêmes objectifs,

* d'entreprendre des actions d'enseignement, de formation, de perfectionnement et de recyclage en direction des entreprises.

En outre, la chambre peut :

— assurer la représentation de l'Algérie dans les foires et autres manifestations économiques officielles se déroulant à l'étranger,

— donner son avis sur les conventions et accords commerciaux liant l'Algérie à des pays étrangers,

— être déclarée concessionnaire de services publics. Dans ce cas, la concession est établie sur la base d'un cahier des charges pris en la forme réglementaire requise,

— ouvrir des bureaux de représentation à l'étranger,

— fonder, administrer ou gérer des établissements à usage de commerce, de l'industrie et des services tels que des écoles de formation et de perfectionnement, des établissements de promotion et d'assistance aux entreprises, des établissements de soutien à ces activités et des infrastructures à caractère commercial et industriel notamment les magasins généraux, les zones industrielles lorsque ces établissements ont un caractère national ou lorsque le champs d'application géographique de compétence de ces établissements couvre la circonscription territoriale de plus d'une chambre de commerce et d'industrie.

Pour mener à bien sa mission la chambre peut :

— engager des enquêtes à caractère socio-économique en liaison avec son objet et nécessaires à la réalisation de ses travaux,

— installer, en son sein, un centre de documentation chargé de la collecte, l'exploitation et la diffusion de l'ensemble des données économiques régissant les différents secteurs d'activité de l'économie nationale relevant de son objet.

Art. 6. — En sus des missions énumérées à l'article 5 ci-dessus, la chambre peut créer une institution de conciliation et d'arbitrage en vue d'intervenir, à la demande des opérateurs, dans le règlement de leurs litiges commerciaux nationaux et internationaux.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 7. — Les organes de la chambre sont :

- l'assemblée générale,
- le conseil,
- les commissions techniques.

Section I

L'assemblée générale de la chambre

Art. 8. — L'assemblée générale de la chambre est composée :

— de l'ensemble des membres des bureaux des chambres de commerce et d'industrie;

— de membres associés représentant, au plan national, les administrations, les organisations patronales, les organismes publics dont les missions intéressent l'activité de la chambre ainsi que les experts reconnus.

La liste des membres associés est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce, après avis du bureau de la chambre.

Les membres associés ont une voix consultative.

Le directeur général est membre de droit de l'assemblée générale.

En outre, l'assemblée générale peut appeler en consultation toute personne dont la contribution est jugée utile aux travaux de l'assemblée générale.

Art. 9. — L'assemblée générale de la chambre se réunit une (1) fois par an, sur convocation de son président en session ordinaire.

Elle peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son président, à la demande d'au moins un tiers (1/3) des présidents de chambre de commerce et d'industrie ou à la demande du ministre chargé du commerce.

Toutefois, à l'occasion des élections du président et des vice-présidents, l'assemblée générale est convoquée dans les mêmes formes par le ministre chargé du commerce.

Art. 10. — Des convocations individuelles, précisant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, sont adressées aux membres de l'assemblée générale par le président de la chambre quinze (15) jours, au moins, avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans toutefois être inférieur à huit (8) jours.

Ces convocations sont accompagnées, en cas de besoin, des documents destinés à être examinés par l'assemblée générale.

Art. 11. — L'assemblée générale ne se réunit valablement que si la moitié au moins des chambres de commerce et de l'industrie est représentée.

Si le *quorum* n'est pas atteint, l'assemblée générale se réunit valablement sous huitaine après une deuxième convocation et délibère quel que soit le nombre de chambres de commerce et d'industrie représentées.

Les délibérations de l'assemblée générale interviennent à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 12. — Les délibérations de l'assemblée générale donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux numérotés, répertoriés et signés conjointement par le président et le directeur général de la chambre, agissant en qualité de responsable du secrétariat de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux sont communiqués au ministre chargé du commerce dans les quinze (15) jours qui suivent les délibérations de l'assemblée générale.

Elles sont réputées immédiatement exécutoires à l'exception de celles pour lesquelles une approbation préalable est expressément requise, notamment les délibérations relatives au budget prévisionnel, au bilan comptable et financier, au patrimoine de la chambre et aux projets de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics.

Art. 13. — L'assemblée générale de la chambre délibère notamment sur :

- le rapport annuel de la chambre,
- les orientations générales des actions à entreprendre par le conseil et les commissions techniques et l'adoption de leur programme général d'activités,
- l'approbation du rapport d'activité annuel du conseil présenté par son président,
- le projet de budget de la chambre et le bilan de l'exercice écoulé,
- le projet de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics,
- l'approbation du projet de règlement intérieur des chambre de commerce et d'industrie élaboré par les assemblées générales de celles-ci, à soumettre au ministre chargé du commerce pour adoption,
- l'approbation du projet de règlement intérieur de la chambre.
- les propositions de fusion ou de scission de chambres.
- toute autre mesure conforme à son objet et de nature à faciliter et améliorer la réalisation de missions ou actions communes aux chambre de commerce et d'industrie.

L'assemblée générale peut donner tout mandat au conseil pour assurer toute autre mission rentrant dans son champ de compétence.

Le secrétariat de l'assemblée générale de la chambre est assuré par le secrétaire général de la chambre.

Art. 14. — L'assemblée générale élit, parmi ses membres titulaires, un président et trois (3) vice-présidents qui prennent respectivement le titre de président, premier vice-président, deuxième vice-président, troisième vice-président dans l'ordre de leur élection.

Les résultats de l'élection sont constatés par arrêté du ministre chargé du commerce.

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président le remplace d'office jusqu'à expiration du mandat du président.

Art. 15. — Le ministre chargé du commerce peut prononcer par arrêté la suspension ou la dissolution de l'assemblée générale de la chambre, lorsque celle-ci enfreint les dispositions statutaires régissant la chambre.

Section 2

Le conseil de la chambre

Art. 16. — Le conseil de la chambre est composé :

- du Président et des vice-présidents de la chambre,
 - des présidents des chambres de commerce et de l'industrie,
 - d'un représentant, avec voix consultative, pour chaque administration concernée par l'activité de la chambre.
- La liste de ces administrations est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce,
- du directeur général de la chambre.

Art. 17. — Le conseil présidé par le président de la chambre, est chargé :

- d'assurer la représentation de l'assemblée générale de la chambre pendant l'intersession. A cet effet, il prend les initiatives et les mesures adéquates nécessaires durant cet intervalle,
- de mettre en œuvre les orientations et les directives de l'assemblée générale de la chambre,
- de suivre et de coordonner les travaux des commissions techniques de la chambre et d'approuver leurs propositions, avis, recommandations et suggestions,
- de rendre compte de son activité devant l'assemblée générale de la chambre,
- d'approuver les projets d'adhésion aux organisations internationales et régionales homologues ou similaires.

Art. 18. — Le conseil de la chambre se réunit, au moins, une (1) fois par trimestre et autant de fois que nécessaire.

Art. 19. — Le ministre chargé du commerce ou son représentant assiste de plein droit aux réunions des organes de la chambre.

Art. 20. — Le président de la chambre a pour mission d'animer et de coordonner les travaux de l'assemblée générale et du conseil de la chambre auprès desquels il rend compte de son activité et de représenter les membres de la chambre auprès des pouvoirs publics et des tiers.

Il signe, en outre, toute convention, tout protocole d'accord, d'échanges et de collaboration avec les organismes, institutions homologues ou similaires étrangers ayant trait à l'établissement et au développement de relations commerciales entre les opérateurs étrangers.

Section 3

Les commissions techniques

Art. 21. — Les commissions techniques de la chambre sont composées :

- de membres désignés par et parmi les membres titulaires de l'assemblée générale de la chambre,

— de membres associés de la chambre dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres titulaires,

— du rapporteur de la commission technique, choisi parmi le personnel permanent de la chambre.

Art. 22. — Les commissions techniques sont des organes permanents de réflexion et d'étude, chargés d'arrêter et de formaliser la synthèse des avis, propositions, suggestions et points de vue émis par les chambre de commerce et d'industrie et peuvent connaître de toutes questions qui leur sont soumises en rapport avec leurs domaines de compétence.

Les membres titulaires de chaque commission technique désignent parmi eux le président et le vice-président de la commission technique.

Art. 23. — Des sous-commissions techniques peuvent être créées par décision du président de la chambre sur proposition des présidents des commissions techniques et après avis du conseil à l'effet de traiter de questions ou de thèmes particuliers.

Art. 24. — Le règlement intérieur définissant les règles d'organisation et de fonctionnement des différents organes de la chambre, approuvé par l'assemblée générale de la chambre, est fixé par arrêté du ministre chargé du commerce.

TITRE IV

L'ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE

Art. 25. — La direction et la gestion des services administratifs de la chambre sont assurées par un directeur général nommé par décret exécutif pris sur proposition du ministre chargé du commerce.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 26. — Le directeur général est assisté dans ses fonctions par un secrétaire général nommé, sur proposition du directeur général, par arrêté du ministre chargé du commerce.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 27. — Le directeur général dispose dans les limites fixées par les lois et règlements en vigueur de tous les pouvoirs pour diriger la chambre et assurer sa gestion et son fonctionnement.

A ce titre :

- il est ordonnateur du budget de la chambre,
- il représente la chambre en justice et dans les actes de la vie civile,
- il élabore le projet de budget, le bilan et les comptes de fin d'exercice de la chambre et de ses établissements annexes ou concédés et engage les dépenses de la chambre dans les limites des crédits inscrits au budget,

— il élabore les comptes de fin d'exercice,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels de la chambre, y compris les personnels des établissements et services annexes ou concédés de la chambre et nomme à tous les emplois pour lesquels aucun autre mode de nomination n'est prévu,

— il élabore le règlement intérieur du personnel de la chambre et veille à son respect,

— il conclut tout marché, contrat ou convention rentrant dans le cadre de la gestion de la chambre et de son patrimoine,

— il signe, dans le cadre de ses attributions, toute convention, tout protocole d'accord, d'échanges et de collaboration avec les organismes et institutions homologues ou similaires étrangers,

— il est responsable de la protection et de la sauvegarde du patrimoine de la chambre,

— il dote les différents organes de la chambre des moyens nécessaires à leur fonctionnement et organise, sous sa responsabilité, les secrétariats techniques des différents organes de la chambre,

— il désigne, parmi le personnel permanent, les rapporteurs des commissions techniques de la chambre,

— il exécute, ou fait exécuter par des tiers, les études ou travaux demandés par les différents organes de la chambre qui rentrent dans le cadre de son champ de compétence,

— il participe à la mise en œuvre des délibérations des différents organes de la chambre lorsque celles-ci requièrent l'intervention des services administratifs de la chambre,

— il met en œuvre, sous sa responsabilité, les attributions administratives de la chambre,

— il peut déléguer sa signature à ses proches collaborateurs, dans les limites des attributions qui lui sont conférées.

Art. 28. — L'organigramme de la chambre est fixé par arrêté du ministre chargé du commerce, sur proposition du directeur général.

Art. 29. — Les personnels de la chambre sont régis par un statut particulier fixé en conformité avec la législation en vigueur.

TITRE V

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 30. — Les comptes de la chambre sont tenus en la forme commerciale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 susvisée.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 31. — Le projet de budget consolidé et les comptes d'exploitation prévisionnels de la chambre sont soumis, après délibération de l'assemblée générale de la chambre, à l'approbation des ministres chargés du commerce et des finances avant le début de l'exercice auxquels ils se rapportent, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 32. — Les sujétions et charges de service public pesant sur la chambre sont définies dans un cahier des charges fixé par arrêté du ministre concerné, conformément aux lois et règlements en vigueur.

La couverture financière afférente à ces sujétions et charges de service public est fixée par le ministre chargé du budget.

Art. 33. — Une dotation initiale en patrimoine à la chambre sera effectuée par un arrêté conjoint du ministre chargé du commerce et du ministre chargé des finances.

Art. 34. — Le budget de la chambre comprend :

En recettes :

- * les quote-parts des cotisations versées par adhérents et perçues par les chambres de commerce et d'industrie. Les modalités seront définies par arrêté du ministre chargé du commerce,

- * les ressources prévues par les lois de finances,

- * les emprunts contractés conformément à la réglementation en vigueur,

- * les dons et legs,

- * les revenus provenant des biens appartenant à la chambre,

- * les revenus provenant de la gestion des activités des établissements ou services annexes concédés à la chambre,

- * les produits des prestations, des études, des services et des publications effectués par la chambre,

- * les droits de visa ou de certification des documents et attestations,

- * toute autre ressource liée à l'activité de la chambre.

En dépenses :

- * le reversement éventuel aux chambres de commerce et d'industrie de la quote-part des ressources prévues par les lois de finances,

- * les dépenses de fonctionnement des services et d'entretien du patrimoine de la chambre,

- * les dépenses représentant les cotisations et droits d'adhésion dûs au titre de l'adhésion de la chambre aux organismes nationaux et étrangers homologues,

- * les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil de la chambre, conformément à l'article 35 ci-dessous,

* toute autre dépense nécessaire à la réalisation des missions conférées à la chambre.

TITRE VI

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET DIVERSES**

Art. 35. — Les fonctions de membres de la chambre sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil de la chambre à l'occasion de missions d'intérêt général à l'étranger sont pris en charge par le budget de la chambre, selon les taux fixés par la réglementation en vigueur.

Art. 36. — La mise en place des organes élus de la chambre intervient au plus tard deux (2) mois à compter de la proclamation finale des résultats des élections au niveau de toutes les chambre de commerce et d'industrie.

Art. 37. — La dissolution des organes élus de la chambre est prononcée par arrêté du ministre chargé du commerce.

Dans ce cas, de nouvelles élections sont organisées deux (2) mois, au plus tard, à compter de la date de dissolution.

Art. 38. — La dissolution de la chambre est prononcée par décret exécutif qui prévoit les modalités de la liquidation et la dévolution de l'universalité de ses biens.

Art. 39. — Les décrets n° 80-46 et n° 87-171 des 23 février 1980 et 1er août 1987 susvisés, sont abrogés.

Art. 40. — A la date de promulgation du présent décret, la chambre se substitue de plein droit à la chambre nationale de commerce.

A cet effet, il est procédé, conformément aux lois et règlements en vigueur, au transfert de la chambre nationale de commerce à la chambre :

- de la propriété de tous biens meubles et/ou immeubles, de tous droits, créances et obligations détenus par la chambre nationale de commerce,

- de l'ensemble du personnel en activité au sein de la chambre nationale de commerce.

Art. 41. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996.

Ahmed OUYAHIA.

- وبمقتضى الأمر رقم 95 - 20 المؤرخ في 19 صفر عام 1416 الموافق 17 يوليو سنة 1995 والمتعلق بمجلس المحاسبة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 256 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 257 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يعدل ويتم هذا المرسوم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة.

المادة 2 : تتم المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة، كما يأتي :

" تنشأ غرف للتجارة والصناعة ويرمز لها بـ : غ.ت.ص... (الباقى بدون تغيير) ."

المادة 3 : تتم المادة 6 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف للتجارة والصناعة، كما يأتي :

مرسوم تنفيذي رقم 2000 - 311 مؤرخ في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه ،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 35 المؤرخ في 17 ربيع الثاني عام 1395 الموافق 29 أبريل سنة 1975 والمتضمن المخطط الوطني للمحاسبة،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 76 - 101 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1396 الموافق 9 ديسمبر سنة 1976 والمتضمن قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 88 - 01 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1408 الموافق 12 يناير سنة 1988 والمتضمن القانون التوجيهي للمؤسسات العمومية الاقتصادية، لا سيما المواد من 44 إلى 47 و 57 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 91 - 08 المؤرخ في 12 شوال عام 1411 الموافق 27 أبريل سنة 1991 والمتعلق بمهنة الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد،

المطلة 11 : تصدر طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها أي وثيقة أو شهادة أو استمارة يقدمها الأعوان الاقتصاديون أو يطلبونها في إطار نشاطاتهم المهنية أو تؤشر أو تصادق عليها.

المطلة 15 : تقوم بأعمال التكوين وتحسين المستوى وتجديد المعارف.

يكون التكوين الذي يتوج بشهادة في غرف التجارة والصناعة، موضوع قرار مشترك بين الوزير المكلف بالتجارة والوزراء المعنيين.

المادة 4 : تتمم المادة 9 (الفقرة 5) من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

"يعتبر أعضاء شركاء في غرفة التجارة والصناعة بصوت استشاري الممثلون على الصعيد المحلي للإدارات ومنظمات أرباب العمل والهيئات العمومية التي تهتم مهامها نشاط غرفة التجارة والصناعة وكذلك الخبراء المعترف بهم".

المادة 5 : تعدل المادة 10 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

"المادة 10 : تحدّد تشكيلة الجمعية العامة لغرفة التجارة والصناعة كما يأتي :

- عشرون (20) عضوا بالنسبة لغرف التجارة والصناعة التي يقل عدد المنتمين إليها عن 20.000 عضو أو يساويه،

- عضو واحد (1) إضافي عن شريحة كاملة من 5.000 منتم بالنسبة للغرف التي يفوق عدد المنتمين إليها 20.000 عضو.

(الباقي بدون تغيير) .

المادة 6 : تعدل المادة 11 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

"المادة 11 : تنتخب الجمعية العامة من بين أعضائها الدائمين الذين يثبتون انخراطهم في الغرفة منذ ثلاث (3) سنوات على الأقل ولمدة أربع (4) سنوات قابلة للتجديد رئيسا ونائبي (2) رئيس، يحملان على التوالي صفة النائب الأول والنائب الثاني لرئيس غرفة التجارة والصناعة.

في حالة الشغور النهائي لعهد الرئيس، يتولى نائبه الأول منصب الرئيس ويتولى نائبه الثاني منصب النائب الأول للرئيس. ويشغل عهد النائب الثاني للرئيس المترشح الذي تحصل على أكبر عدد من الأصوات حسب الترتيب في الانتخابات السابقة".

المادة 7 : تعدل المادة 16 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

"المادة 16 : تتداول الجمعية العامة لغرفة التجارة والصناعة، على الخصوص، فيما يأتي :

- تقرير غرفة التجارة والصناعة السنوي،

- التوجيهات العامة حول الأعمال الواجب القيام بها، والمصادقة على البرنامج العام لنشاط مكتب غرفة التجارة والصناعة ولجانها التقنية،

- الموافقة على التقرير السنوي عن نشاط غرفة التجارة والصناعة الذي يقدمه رئيسها،

- اقتراحات اندماج الغرفة أو انقسامها،

- مشاريع الانخراط في المنظمات المماثلة أو الشبيهة الدولية والجهوية،

- مشروع النظام الداخلي لغرفة التجارة والصناعة الذي يحدّد على الخصوص قواعد تنظيم مختلف الأجهزة وعملها الواجب عرضه على الجمعية العامة للغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة لتوافق عليه،

- إقصاء أحد أعضاء الجمعية العامة،

- أي تدبير آخر يطابق هدفها ومن شأنه تسهيل إنجاز مهام غرف التجارة والصناعة وتحسينها.

" المادة 47 : تكون مهام أعضاء غرفة التجارة والصناعة مجانية.

غير أن ميزانية غرفة التجارة والصناعة تتكفل، حسب المعدلات المحددة في التنظيم المعمول به، بمصاريف تنقل أعضاء مكتب غرفة التجارة والصناعة وإقامتهم بالخارج التي تترتب على القيام بمهام عمل تدرج في إطار ممارسة نشاطاتها .

المادة 11 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000.

علي بن فليس



مرسوم تنفيذي رقم 2000 - 312 مؤرخ في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 35 المؤرخ في 17 ربيع الثاني عام 1395 الموافق 29 أبريل سنة 1975 والمتضمن المخطط الوطني للمحاسبة،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 76 - 101 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1396 الموافق 9 ديسمبر سنة 1976 والمتضمن قانون الضرائب المباشرة والرسوم المعاملة، المعدل والمتمم،

يمكن الجمعية العامة أن تفوض مكتب غرفة التجارة والصناعة لإنجاز عدد معين من المهام المحددة في النظام الداخلي.

تنتخب الجمعية العامة، زيادة على ذلك، من بين أعضائها المنتخبين، أعضاء مكتب غرفة التجارة والصناعة وتحدد تشكيلة اللجان التقنية.

المادة 8 : تتم المادة 20 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" - المصادقة على اقتراحات الآراء والتوصيات والمقترحات التي تقدمها اللجان التقنية،

- المصادقة على مشروع ميزانية غرفة التجارة والصناعة وحصيلة السنة المالية المنصرمة،

- الموافقة على مشاريع إنشاء مؤسسات ملحقة أو تسيير المرافق العمومية".

المادة 9 : تعدل المادة 27 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 27 : يعدل ناخبا في الغرفة ومسجلًا في قوائمها الانتخابية المنخرطون الذين دفعوا اشتراكاتهم بدون تأخر :

- بصفة شخصية : المنخرطون من الأشخاص الطبيعيين،

- بصفة ممثل الشخصية المعنوية : ممثل الشخص المعنوي المنخرط بعنوان مقر الشخصية المعنوية الرئيسي أو مؤسساتها الثانوية الموجودة في إقليم اختصاص الغرفة والمقيدة في السجل التجاري المحلي".

المادة 10 : تعدل المادة 47 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

Décret exécutif n° 2000-311 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambres de commerce et d'industrie.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 et 57 ;

Vu la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréé ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambres de commerce et d'industrie.

Art. 2. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est complété comme suit :

"Il est institué des chambres de commerce et d'industrie par abréviation C.C.I, ... (le reste sans changement)".

Art. 3. — *L'article 6* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est complété comme suit :

" *tiret 11* : d'émettre, de viser ou de certifier conformément aux lois et règlements en vigueur, tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par les agents économiques, dans le cadre de leurs activités professionnelles.

tiret 15 : d'entreprendre des actions de formation, de perfectionnement et de recyclage.

Les formations diplômantes des chambres de commerce et d'industrie feront l'objet d'un arrêté conjoint du ministre chargé du commerce et des ministres concernés".

Art. 4. — *L'article 9 (alinéa 5)* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé est complété comme suit :

"Sont membres associés de la C.C.I, avec voix consultative, les représentants à l'échelon local, des administrations, des organisations patronales et des organismes publics dont les missions intéressent l'activité de la chambre de commerce et d'industrie ainsi que les experts reconnus".

Art. 5. — *L'article 10* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"*Art. 10.* — La composition de l'assemblée générale de la C.C.I est fixée comme suit :

— vingt (20) membres pour les C.C.I ayant un nombre d'affiliés inférieur ou égal à 20.000 ;

— un (1) membre supplémentaire par tranche entière de 5.000 affiliés pour les chambres ayant un nombre d'affiliés supérieur à 20.000.

(Le reste sans changement)".

Art. 6. — *L'article 11* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"*Art. 11.* — L'assemblée générale élit parmi ses membres titulaires justifiant d'une adhésion à la chambre de trois (3) ans minimum et pour une durée de quatre (4) ans renouvelables, un président et deux vice-présidents qui prennent respectivement le titre de 1er vice-président et 2ème vice-président de la C.C.I.

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président prend le titre de président, le 2ème vice-président prend le titre de 1er vice-président. Le mandat du 2ème vice-président est pourvu par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix selon l'ordre des élections initiales".

Art. 7. — *L'article 16* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 16. — L'assemblée générale de la C.C.I délibère notamment sur :

— le rapport annuel de la C.C.I ;

— les orientations générales des actions à entreprendre et l'adoption du programme général d'activité du bureau et des commissions techniques de la C.C.I ;

— l'approbation du rapport d'activité annuel de la chambre de commerce et d'industrie présenté par le président ;

— les propositions de fusion ou de scission de la C.C.I ;

— les projets d'adhésion aux organisations internationales et régionales homologues ou similaires ;

— le projet de règlement intérieur de la C.C.I fixant notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des différents organes, à soumettre pour approbation à l'assemblée générale de la chambre algérienne du commerce et d'industrie ;

— l'exclusion d'un membre de l'assemblée générale ;

— toute autre mesure conforme à son objet et de nature à faciliter et améliorer la réalisation des missions des C.C.I.

L'assemblée générale peut donner mandat au bureau de la C.C.I pour réaliser un certain nombre de missions qui sont fixées dans le règlement intérieur.

En outre, l'assemblée générale procède à l'élection, parmi ses membres élus, des membres du bureau de la chambre de commerce et d'industrie et fixe la composition des commissions techniques".

Art. 8. — *L'article 20* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est complété comme suit :

" — adopter les propositions d'avis, de recommandations et de suggestions formulées par les commissions techniques ;

— adopter le projet de budget de la chambre de commerce et d'industrie et le bilan de l'exercice écoulé ;

— approuver les projets de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics".

Art. 9. — *L'article 27* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 27. — Sont électeurs à la chambre et inscrits sur les listes électorales, les adhérents à jour de leur cotisation :

— à titre personnel : les adhérents personnes physiques ;

— à titre de représentant de la personne morale : le représentant de la personne morale adhérente, au titre du siège social de la personne morale mère ou de ses établissements secondaires implantés dans le ressort territorial de la chambre et inscrits au registre du commerce local".

Art. 10. — *L'article 47* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 47. — Les fonctions des membres de la chambre de commerce et d'industrie sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement et de séjour à l'étranger des membres du bureau de la C.C.I, occasionnés par les missions de travail s'inscrivant dans le cadre de l'exercice de ses activités, sont pris en charge par le budget de la C.C.I selon les taux fixés par la réglementation en vigueur".

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 2000-312 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000, modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 et 57;

Vu la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréé;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambres de commerce et d'industrie;

Vu le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Art. 2. — *L'article 5* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié et complété comme suit :

" *tiret 8* — d'émettre, de viser ou de certifier, conformément aux lois et règlements en vigueur, tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par des agents économiques dans le cadre de leurs activités professionnelles".

" *tiret 19* — d'entreprendre des actions d'enseignement, de formation, de perfectionnement et de recyclage.

Les formations diplômantes de la CACI feront l'objet de textes réglementaires, pris conjointement par le ministre chargé du commerce et les ministres concernés".

" *tiret 21* — d'ouvrir des bureaux de représentation à l'étranger.

Les conditions d'ouverture et les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces bureaux sont précisées par voie réglementaire".

Art. 3. — *L'article 8* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Alinéa 3* — "La liste des membres associés est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce après avis du Conseil de la chambre algérienne de commerce et d'industrie".

Art. 4. — *L'article 9* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Alinéa 2* — "...elle peut se réunir en session extraordinaire, à la demande du ministre chargé du commerce, de son président, des 2/3 de ses membres ou des 2/3 des présidents des chambres de commerce et d'industrie...".

Art. 5. — *L'article 13* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Art. 13* — L'assemblée générale de la chambre délibère notamment sur :

— le rapport annuel de la chambre;

— les orientations générales des actions à entreprendre par le conseil et les commissions techniques et sur l'adoption de leur programme général d'activités;

— l'approbation du rapport d'activité annuel du conseil présenté par son président;

— l'approbation du projet de règlement intérieur des chambres de commerce et d'industrie, élaboré par les assemblées générales de celles-ci, à soumettre à l'adoption du ministre chargé du commerce;

— l'approbation du projet de règlement intérieur de la chambre;

— les propositions de fusion ou de scission des chambres de commerce et d'industrie;

— toute autre mesure conforme à son objet de nature à faciliter et améliorer la réalisation de missions ou actions communes aux chambres de commerce et d'industrie.

L'assemblée générale peut donner tout mandat au conseil pour assurer toute autre mission entrant dans son champ de compétence.

Le secrétariat de l'assemblée générale de la chambre est assuré par le secrétaire général de la chambre".

Art. 6. — *L'article 14* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

"Art. 14. — L'assemblée générale élit, parmi les présidents des chambres de commerce et d'industrie, pour une durée de quatre (4) ans, un président et trois (3) vice-présidents qui prennent respectivement le titre de président, premier vice-président, deuxième vice-président, troisième vice-président, dans l'ordre de leur élection.

Les résultats de l'élection sont constatés par arrêté du ministre chargé du commerce.

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président prend le titre de président, les 2ème et 3ème vice-présidents prennent respectivement le titre de 1er et 2ème vice-président. Le mandat du 3ème vice-président est pourvu par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix, selon l'ordre des élections initiales.

Le président et les vice-présidents de la CACI continuent d'assurer leur mandat de président dans leur chambre respective."

Art. 7. — *L'article 17* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est complété comme suit :

" —...d'adopter le projet de budget de la chambre et le bilan de l'exercice écoulé;

— d'approuver le projet de création d'établissements annexes ou de gestion de service public;

— d'approuver le projet d'ouverture des bureaux de représentation à l'étranger;

— d'approuver le projet de création de chambres mixtes;

— d'approuver le projet de création de conseils d'affaires".

Art. 8. — *L'article 18* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

"Art. 18. — Le président de la chambre réunit le conseil au moins une (1) fois par trimestre et autant de fois que nécessaire.

En cas d'empêchement, le président de la CCI peut se faire représenter aux réunions du conseil de la chambre, dans l'ordre, par le premier (1er) ou le deuxième (2ème) vice-président de la CCI".

Art. 9. — *L'article 20* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est complété comme suit :

" Dans le cadre des missions visées à l'alinéa 1er ci-dessus et en cas d'empêchement, il se fait représenter par le premier vice-président".

Art. 10. — *L'article 30* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié et complété comme suit :

" La chambre algérienne de commerce et d'industrie est tenue de faire appel à un commissaire aux comptes, choisi parmi les professionnels inscrits au tableau de l'ordre national de la profession."

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 2000-313 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000 complétant le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu la loi n° 90-22 du 18 août 1990, modifiée et complétée, relative au registre du commerce;

Vu l'ordonnance n° 96-01 du 19 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996 fixant les règles régissant l'artisanat et les métiers;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce;

Vu le décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce;

Décrète :

Article 1er. — Le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, susvisé, est complété par les *articles 7 bis (1), 7 bis (2)*, rédigés comme suit :

"Art. 7 bis (1). — Il est créé une commission interministérielle, présidée par le ministre chargé du commerce ou son représentant, chargée d'harmoniser les textes réglementant les professions et activités soumises à inscription au registre du commerce.

Dans ce cadre, la commission a pour mission :

- d'examiner et d'adapter, en cas de besoin, les textes en vigueur;
- d'émettre un avis sur les projets de textes initiés par les secteurs;
- d'attirer l'attention des initiateurs du dispositif réglementaire en vigueur, lorsque interviennent des difficultés de mise en œuvre.

Les conditions et les modalités de fonctionnement de la commission sont fixées par arrêté du ministre chargé du commerce".

"Art. 7 bis (2). — La commission visée à l'article 2 ci-dessus est composée des représentants du :

- ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales;
- ministre chargé des finances;
- ministre chargé de la petite et moyenne entreprise et de la petite et moyenne industrie;
- ministre chargé de l'énergie et des mines;
- ministre chargé de l'habitat;
- ministre chargé de l'industrie et de la restructuration;
- ministre chargé de la santé et de la population;
- ministre chargé de l'agriculture;
- ministre chargé du tourisme et de l'artisanat.

La liste nominative des membres de la commission visée à l'article 7 bis (1) ci-dessus, est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce, sur proposition des ministres concernés.

La commission peut faire appel à toute personne qui, en raison de sa compétence, peut donner des avis techniques sur des questions déterminées".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000.

Ali BENFLIS.

Décret exécutif n° 2000-314 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000 définissant les critères conférant à un agent économique la position dominante ainsi que ceux qualifiant les actes constituant des abus de position dominante.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence, notamment son article 7;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement;

Après avis du Conseil de la concurrence;

Décète :

Article 1er. — En application de l'article 7 de l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les critères conférant à un agent économique la position dominante ainsi que ceux qualifiant les actes constituant des abus de position dominante.

Art. 2. — Les critères de détermination de la position dominante d'un agent économique sur un marché ou un segment de marché de biens ou de services sont notamment :

— la part du marché détenue par l'agent économique comparée à celle qui est détenue par chaque agent économique situé sur le même marché;

— les avantages légaux ou techniques dont dispose l'agent économique en cause;

— les liens financiers, contractuels ou de fait qui lient l'agent économique à un ou plusieurs agents économiques et qui lui procurent des avantages de toute nature;

— les avantages de proximité géographique dont bénéficie l'agent économique en cause.

Art. 3. — Pour la détermination de la position dominante, le marché ou le segment de marché de référence s'entend des produits ou services offerts par un agent économique et les produits ou services substituables et géographiquement accessibles pour ses partenaires ou ses concurrents.

" المادة 47 : تكون مهام أعضاء غرفة التجارة والصناعة مجانية.

غير أن ميزانية غرفة التجارة والصناعة تتكفل، حسب المعدلات المحددة في التنظيم المعمول به، بمصاريف تنقل أعضاء مكتب غرفة التجارة والصناعة وإقامتهم بالخارج التي تترتب على القيام بمهام عمل تدرج في إطار ممارسة نشاطاتها .

المادة 11 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000.

علي بن فليس



مرسوم تنفيذي رقم 2000 - 312 مؤرخ في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 35 المؤرخ في 17 ربيع الثاني عام 1395 الموافق 29 أبريل سنة 1975 والمتضمن المخطط الوطني للمحاسبة،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 76 - 101 المؤرخ في 17 ذي الحجة عام 1396 الموافق 9 ديسمبر سنة 1976 والمتضمن قانون الضرائب المباشرة والرسوم المعاملة، المعدل والمتمم،

يمكن الجمعية العامة أن تفوض مكتب غرفة التجارة والصناعة لإنجاز عدد معين من المهام المحددة في النظام الداخلي.

تنتخب الجمعية العامة، زيادة على ذلك، من بين أعضائها المنتخبين، أعضاء مكتب غرفة التجارة والصناعة وتحدد تشكيلة اللجان التقنية.

المادة 8 : تتمم المادة 20 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" - المصادقة على اقتراحات الآراء والتوصيات والمقترحات التي تقدمها اللجان التقنية،

- المصادقة على مشروع ميزانية غرفة التجارة والصناعة وحصيلة السنة المالية المنصرمة،

- الموافقة على مشاريع إنشاء مؤسسات ملحقة أو تسيير المرافق العمومية."

المادة 9 : تعدل المادة 27 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 27 : يعدّ ناخباً في الغرفة ومسجلاً في قوائمها الانتخابية المنخرطون الذين دفعوا اشتراكاتهم بدون تأخر :

- بصفة شخصية : المنخرطون من الأشخاص الطبيعيين،

- بصفة ممثل الشخصية المعنوية : ممثل الشخص المعنوي المنخرط بعنوان مقر الشخصية المعنوية الرئيسي أو مؤسساتها الثانوية الموجودة في إقليم اختصاص الغرفة والمقيدة في السجل التجاري المحلي."

المادة 10 : تعدل المادة 47 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

المادة 2 : تعدل وتتم المادة 5 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المطة 8 : تصدر كل وثيقة أو شهادة أو استمارة، يقدمها أو يطلبها الأعوان الاقتصاديون لاستعمالها في إطار نشاطاتهم المهنية وتؤشر أو تصادق عليها طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها."

" المطة 19 : تقوم بنشاطات التعليم والتكوين وتحسين المستوى وتجديد المعارف.

يكون التكوين الذي يتوج بشهادة في الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، موضوع نصوص تنظيمية يشترك في اتخاذها الوزير المكلف بالتجارة والوزراء المعنيون."

" المطة 21 : تفتح مكاتب تمثيل في الخارج. تحدد شروط فتح مكاتب التمثيل هذه وكيفية تنظيمها وعملها عن طريق التنظيم."

المادة 3 : تعدل المادة 8 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" الفقرة 3 : تحدد قائمة الأعضاء الشركاء بقرار من الوزير المكلف بالتجارة بعد استطلاع رأي مجلس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة."

المادة 4 : تعدل المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

" الفقرة 2 : كما يمكنها أن تجتمع في دورة غير عادية بطلب من الوزير المكلف بالتجارة أو من رئيسها أو بطلب من ثلثي ($\frac{2}{3}$) أعضائها، أو ثلثي ($\frac{2}{3}$) رؤساء غرف التجارة والصناعة."

المادة 5 : تعدل المادة 13 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 88 - 01 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1408 الموافق 12 يناير سنة 1988 والمتضمن القانون التوجيهي للمؤسسات العمومية الاقتصادية، لا سيما المواد من 44 إلى 47 و57 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 91 - 08 المؤرخ في 12 شوال عام 1411 الموافق 27 أبريل سنة 1991 والمتعلق بمهنة الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحاسب المعتمد،

- وبمقتضى الأمر رقم 95 - 20 المؤرخ في 19 صفر عام 1416 الموافق 17 يوليو سنة 1995 والمتعلق بمجلس المحاسبة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 256 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 257 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يعدل هذا المرسوم ويتم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

منصب النائب الأول للرئيس ويتولى النائب الثالث منصب النائب الثاني للرئيس. ويشغل عهدة النائب الثالث للرئيس المترشح الذي تحصل على أكبر عدد من الأصوات حسب الترتيب في الانتخابات السابقة.

يستمر الرئيس ونواب رئيس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة في تولي عهدة الرئاسة في غرفهم الأصلية.

المادة 7 : تتمم المادة 17 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

- ".....
- يصادق على مشروع ميزانية الغرفة وحصيلة السنة المالية المنصرمة،

- يوافق على مشروع إنشاء مؤسسات ملحقة أو مؤسسات تسيير المرافق العمومية،

- يوافق على مشروع فتح مكاتب تمثيل بالخارج،

- يوافق على مشروع إنشاء غرف مختلطة،

- يوافق على مشروع إنشاء مجالس الأعمال.

المادة 8 : تعدل المادة 18 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 18 : يجتمع رئيس الغرفة بالمجلس مرة واحدة على الأقل كل ثلاثة (3) أشهر وكلما دعت الضرورة إلى ذلك.

في حالة حدوث مانع، يمكن أن ينوب عن رئيس غرفة التجارة والصناعة في اجتماعات مجلس الغرفة حسب الترتيب، النائب الأول أو النائب الثاني لرئيس الغرفة.

المادة 9 : تتمم المادة 20 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 13 : تتداول الجمعية العامة للغرفة، على الخصوص، فيما يأتي :

- تقرير الغرفة السنوي،

- التوجيهات العامة للأعمال التي يقوم بها المجلس واللجان التقنية والمصادقة على البرنامج العام للنشاطات،

- الموافقة على تقرير النشاط السنوي للمجلس الذي يقدمه رئيسه،

- الموافقة على مشروع النظام الداخلي لغرف التجارة والصناعة الذي تعدّه جمعياتها العامة وتعرضه على الوزير المكلف بالتجارة ليصادق عليه،

- الموافقة على مشروع النظام الداخلي للغرفة،

- اقتراحات اندماج غرف التجارة والصناعة أو انقسامها،

- أي تدبير آخر يطابق هدفها ومن شأنه تسهيل إنجاز مهام غرف التجارة والصناعة أو أعمالها المشتركة وتحسينها.

يمكن الجمعية العامة أن تفوض المجلس القيام بأية مهمة أخرى تدخل في مجال اختصاصها.

يتولى الكاتب العام للغرفة كتابة الجمعية العامة.

المادة 6 : تعدل المادة 14 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

" المادة 14 : تنتخب الجمعية العامة من بين رؤساء غرف التجارة والصناعة لمدة أربع (4) سنوات، رئيسا وثلاثة (3) نواب رئيس، يحملون على التوالي صفة الرئيس والنائب الأول للرئيس، والنائب الثاني للرئيس والنائب الثالث للرئيس، حسب ترتيبهم في الانتخابات.

يثبت الوزير المكلف بالتجارة بقرار، نتائج الانتخابات.

وفي حالة الشغور النهائي لعهدة الرئيس، يتولى نائبه الأول منصب الرئيس، ويتولى النائب الثاني

ينوب عنه النائب الأول للرئيس في إطار المهام المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه وفي حالة حدوث مانع .

المادة 10 : تعدّل وتتمّ المادة 30 من المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمذكور أعلاه ، كما يأتي :

يتعيّن على الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة أن تستعين بمحافظ للحسابات يختار من بين المهنيين المسجلين في جدول النقابة الوطنية للمهنة .

المادة 11 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية .

حرر بالجزائر في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000 .

علي بن فليس



مرسوم تنفيذي رقم 2000 - 313 مؤرخ في 16 رجب عام 1421 الموافق 14 أكتوبر سنة 2000، يتمّ المرسوم التنفيذي رقم 97 - 40 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلّق بمعايير تحديد النشاطات والمهن المقننة الخاضعة للقيد في السجل التجاري وتأطيرها .

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه ،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمّن القانون التجاري، المعدّل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 22 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتعلّق بالسجل التجاري، المعدّل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 96 - 01 المؤرخ في 19 شعبان عام 1416 الموافق 10 يناير سنة 1996 الذي يحدّد القواعد التي تحكم الصناعة التقليدية والحرف،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 256 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمّن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2000 - 257 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1421 الموافق 26 غشت سنة 2000 والمتضمّن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97 - 40 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلّق بمعايير تحديد النشاطات والمهن المقننة الخاضعة للقيد في السجل التجاري وتأطيرها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97 - 41 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلّق بشروط القيد في السجل التجاري،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يتمّ المرسوم التنفيذي رقم 97 - 40 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمذكور أعلاه بالمادتين 7 مكرّر (1) و 7 مكرّر (2) وتحرران كما يأتي :

"المادة 7 مكرّر 1 : تنشأ لجنة وزارية مشتركة يرأسها الوزير المكلف بالتجارة أو ممثله، تكلف بمهمة مجانسة النصوص المقننة للمهن والنشاطات الخاضعة للقيد في السجل التجاري .

وتتولى اللجنة في هذا الإطار ما يأتي :

- دراسة النصوص المعمول بها وتكييفها عند الحاجة،

- إبداء رأي في مشاريع النصوص التي تبادر بها القطاعات،

- لفت انتباه المبادرين بالنصوص التنظيمية المعمول بها، عندما تطرأ صعوبات في التنفيذ .

يحدّد الوزير المكلف بالتجارة، بقرار شروط عمل اللجنة وكيفية عمله .

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président prend le titre de président, le 2ème vice-président prend le titre de 1er vice-président. Le mandat du 2ème vice-président est pourvu par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix selon l'ordre des élections initiales".

Art. 7. — *L'article 16* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 16. — L'assemblée générale de la C.C.I délibère notamment sur :

- le rapport annuel de la C.C.I ;
- les orientations générales des actions à entreprendre et l'adoption du programme général d'activité du bureau et des commissions techniques de la C.C.I ;
- l'approbation du rapport d'activité annuel de la chambre de commerce et d'industrie présenté par le président ;
- les propositions de fusion ou de scission de la C.C.I ;
- les projets d'adhésion aux organisations internationales et régionales homologues ou similaires ;
- le projet de règlement intérieur de la C.C.I fixant notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des différents organes, à soumettre pour approbation à l'assemblée générale de la chambre algérienne du commerce et d'industrie ;
- l'exclusion d'un membre de l'assemblée générale ;
- toute autre mesure conforme à son objet et de nature à faciliter et améliorer la réalisation des missions des C.C.I.

L'assemblée générale peut donner mandat au bureau de la C.C.I pour réaliser un certain nombre de missions qui sont fixées dans le règlement intérieur.

En outre, l'assemblée générale procède à l'élection, parmi ses membres élus, des membres du bureau de la chambre de commerce et d'industrie et fixe la composition des commissions techniques".

Art. 8. — *L'article 20* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est complété comme suit :

- " — adopter les propositions d'avis, de recommandations et de suggestions formulées par les commissions techniques ;
- adopter le projet de budget de la chambre de commerce et d'industrie et le bilan de l'exercice écoulé ;

— approuver les projets de création d'établissements annexes ou de gestion de services publics".

Art. 9. — *L'article 27* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 27. — Sont électeurs à la chambre et inscrits sur les listes électorales, les adhérents à jour de leur cotisation :

- à titre personnel : les adhérents personnes physiques ;
- à titre de représentant de la personne morale : le représentant de la personne morale adhérente, au titre du siège social de la personne morale mère ou de ses établissements secondaires implantés dans le ressort territorial de la chambre et inscrits au registre du commerce local".

Art. 10. — *L'article 47* du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 47. — Les fonctions des membres de la chambre de commerce et d'industrie sont gratuites.

Toutefois, les frais de déplacement et de séjour à l'étranger des membres du bureau de la C.C.I, occasionnés par les missions de travail s'inscrivant dans le cadre de l'exercice de ses activités, sont pris en charge par le budget de la C.C.I selon les taux fixés par la réglementation en vigueur".

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 2000-312 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000, modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu l'ordonnance n° 76-101 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des impôts directs et taxes assimilées;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 et 57;

Vu la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et comptable agréé;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant les chambres de commerce et d'industrie;

Vu le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Art. 2. — *L'article 5* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié et complété comme suit :

" *tiret 8* — d'émettre, de viser ou de certifier, conformément aux lois et règlements en vigueur, tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par des agents économiques dans le cadre de leurs activités professionnelles".

" *tiret 19* — d'entreprendre des actions d'enseignement, de formation, de perfectionnement et de recyclage.

Les formations diplômantes de la CACI feront l'objet de textes réglementaires, pris conjointement par le ministre chargé du commerce et les ministres concernés".

" *tiret 21* — d'ouvrir des bureaux de représentation à l'étranger.

Les conditions d'ouverture et les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces bureaux sont précisées par voie réglementaire".

Art. 3. — *L'article 8* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Alinéa 3* — "La liste des membres associés est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce après avis du Conseil de la chambre algérienne de commerce et d'industrie".

Art. 4. — *L'article 9* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Alinéa 2* — "...elle peut se réunir en session extraordinaire, à la demande du ministre chargé du commerce, de son président, des 2/3 de ses membres ou des 2/3 des présidents des chambres de commerce et d'industrie...".

Art. 5. — *L'article 13* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

" *Art. 13* — L'assemblée générale de la chambre délibère notamment sur :

— le rapport annuel de la chambre;

— les orientations générales des actions à entreprendre par le conseil et les commissions techniques et sur l'adoption de leur programme général d'activités;

— l'approbation du rapport d'activité annuel du conseil présenté par son président;

— l'approbation du projet de règlement intérieur des chambres de commerce et d'industrie, élaboré par les assemblées générales de celles-ci, à soumettre à l'adoption du ministre chargé du commerce;

— l'approbation du projet de règlement intérieur de la chambre;

— les propositions de fusion ou de scission des chambres de commerce et d'industrie;

— toute autre mesure conforme à son objet de nature à faciliter et améliorer la réalisation de missions ou actions communes aux chambres de commerce et d'industrie.

L'assemblée générale peut donner tout mandat au conseil pour assurer toute autre mission entrant dans son champ de compétence.

Le secrétariat de l'assemblée générale de la chambre est assuré par le secrétaire général de la chambre".

Art. 6. — *L'article 14* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

"Art. 14. — L'assemblée générale élit, parmi les présidents des chambres de commerce et d'industrie, pour une durée de quatre (4) ans, un président et trois (3) vice-présidents qui prennent respectivement le titre de président, premier vice-président, deuxième vice-président, troisième vice-président, dans l'ordre de leur élection.

Les résultats de l'élection sont constatés par arrêté du ministre chargé du commerce.

En cas de vacance définitive du mandat du président, le premier vice-président prend le titre de président, les 2ème et 3ème vice-présidents prennent respectivement le titre de 1er et 2ème vice-président. Le mandat du 3ème vice-président est pourvu par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix, selon l'ordre des élections initiales.

Le président et les vice-présidents de la CACI continuent d'assurer leur mandat de président dans leur chambre respective."

Art. 7. — *L'article 17* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est complété comme suit :

" —...d'adopter le projet de budget de la chambre et le bilan de l'exercice écoulé;

— d'approuver le projet de création d'établissements annexes ou de gestion de service public;

— d'approuver le projet d'ouverture des bureaux de représentation à l'étranger;

— d'approuver le projet de création de chambres mixtes;

— d'approuver le projet de création de conseils d'affaires".

Art. 8. — *L'article 18* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié comme suit :

"Art. 18. — Le président de la chambre réunit le conseil au moins une (1) fois par trimestre et autant de fois que nécessaire.

En cas d'empêchement, le président de la CCI peut se faire représenter aux réunions du conseil de la chambre, dans l'ordre, par le premier (1er) ou le deuxième (2ème) vice-président de la CCI".

Art. 9. — *L'article 20* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est complété comme suit :

" Dans le cadre des missions visées à l'alinéa 1er ci-dessus et en cas d'empêchement, il se fait représenter par le premier vice-président".

Art. 10. — *L'article 30* du décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996 susvisé est modifié et complété comme suit :

" La chambre algérienne de commerce et d'industrie est tenue de faire appel à un commissaire aux comptes, choisi parmi les professionnels inscrits au tableau de l'ordre national de la profession."

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 2000-313 du 16 Rajab 1421 correspondant au 14 octobre 2000 complétant le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu la loi n° 90-22 du 18 août 1990, modifiée et complétée, relative au registre du commerce;

Vu l'ordonnance n° 96-01 du 19 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996 fixant les règles régissant l'artisanat et les métiers;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce;

Vu le décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce;

Décrète :

Article 1er. — Le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, susvisé, est complété par les *articles 7 bis (1), 7 bis (2)*, rédigés comme suit :

. المديرية الفرعية للدراسات القانونية، وتكلف

بما يأتي :

- المساهمة في دراسة إجراءات المصادقة على مشاريع النصوص التشريعية والتنظيمية ذات الصلة بمهام مديرية الوكالة القضائية للخرينة، وإعدادها ومتابعتها ،

- دراسة طلبات الاستشارة القانونية المقدمة لمديرية الوكالة القضائية للخرينة،

- ضمان يقظة قانونية عامة ومتخصصة فيما يخص التشريع والتنظيم والأحكام القضائية،

- دراسة طلبات المصالحة التي يرسلها إلى اللجنة الوطنية للمصالحات مرتكبو المخالفات المتعلقة بتشريع وتنظيم الصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، والسهر على تنفيذ القرارات الصادرة.

. المديرية الفرعية للقضايا العامة، وتكلف

بما يأتي :

- ضمان تسيير ملفات الإعفاء بدون مقابل من الديون وملفات الإعفاء من المسؤولية،

- ضمان تسيير القضايا العامة،

المادة 15 : مديرية الاتصال، وتكلف بما يأتي :

- إعداد استراتيجية الاتصال للوزارة والقيام بتنفيذها ومتابعة تطبيقها، بالاتصال مع الهياكل المعنية،

- تنظيم الاتصال مع الخارج وفي داخل الوزارة،

- ترقية أعمال الوزارة المتعلقة بالاتصال،

- السهر على انسجام منشورات الوزارة.

وتتكون من مديريتين (2) فرعيتين :

. المديرية الفرعية للإعلام وتوحيد مناهج

الاتصال، وتكلف بما يأتي :

- تحديد استراتيجيات الاتصال،

- جمع المعلومة المالية الضرورية للمساعدة على اتخاذ التقرير،

- متابعة الأحداث المتعلقة بقطاع المالية،

- إعداد ميثاق الاتصال بوزارة المالية،

- إدخال سندات الاتصال وتحديثها،

- تصميم سندات الإشهار والإرشاد.

. المديرية الفرعية للنشر والأرشيف، وتكلف

بما يأتي :

- اقتراح سندات الإعلام الملائمة،

- اقتراح قواعد نشر موحدة،

- متابعة عمليات النشر مع متعاملي الصحافة والإشهار،

- حفظ كل منشورات ووثائق وزارة المالية بجميع أشكالها.

المادة 16 : يحدد تنظيم الإدارة المركزية في مكاتب بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والسلطة المكلفة بالوظيفة العمومية.

المادة 17 : تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-55 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995، المعدل والمتمم، والمذكور أعلاه.

المادة 18 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 18 ذي القعدة عام 1428 الموافق 28 نوفمبر سنة 2007.

عبد العزيز بلخادم



مرسوم تنفيذي رقم 07 - 365 مؤرخ في 18 ذي القعدة عام 1428 الموافق 28 نوفمبر سنة 2007، يحدد
كيفية دفع وتخصيص ناتج الرسم السنوي
المحصل لفائدة الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير المالية ووزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 85-4 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2000-06 المؤرخ في 27 رمضان عام 1421 الموافق 23 ديسمبر سنة 2000 والمتضمن قانون المالية لسنة 2001، لاسيما المادة 51 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 06-04 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1427 الموافق 15 يوليو سنة 2006 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لاسيما المادة 18 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 07 - 172 المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 4 يونيو سنة 2007 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي 07 - 173 المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 4 يونيو سنة 2007 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01 - 311 المؤرخ في 28 رجب عام 1422 الموافق 16 أكتوبر سنة 2001 الذي يحدد كفاءات دفع وتخصيص الرسم المحصل لفائدة الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة 51 من القانون رقم 2000 - 06 المؤرخ في 27 رمضان عام 1421 الموافق 23 ديسمبر سنة 2000 والمتضمن قانون المالية لسنة 2001، المعدلة، يحدد هذا المرسوم كفاءات دفع وتخصيص ناتج الرسم السنوي المحصل لفائدة الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة.

المادة 2 : طبقا للمادة 51 من القانون رقم 2000-06 المؤرخ في 27 رمضان عام 1421 الموافق 23 ديسمبر سنة 2000 والمتضمن قانون المالية لسنة 2001، المعدلة، يحدد المبلغ السنوي للرسم السنوي كما يأتي :

- 200 دج سنويا، بالنسبة للأشخاص الطبيعيين الخاضعين للنظام الجزافي،

- 500 دج سنويا، بالنسبة للأشخاص الطبيعيين

الآخرين،

- 1000 دج سنويا، بالنسبة للأشخاص المعنويين. يحصل الرسم كما هو الحال بالنسبة للضرائب المباشرة.

المادة 3 : يوزع ناتج الرسم السنوي المذكور في المادة 2 أعلاه، كما يأتي :

- 40 % لفائدة الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة،

- 60 % لفائدة غرف التجارة والصناعة.

المادة 4 : يدفع ناتج الرسم السنوي المحصل كاملا لفائدة الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

ويتولى مجلس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة توزيع الرسم السنوي على غرف التجارة والصناعة، حسب عدد مقاعد الجمعية العامة لكل غرفة المحدد طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 5 : يمكن اقتطاع حصة من الناتج الإجمالي للرسم قبل توزيعه على الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة.

ويخصص مبلغ الحصة للتكفل بديون هذه المؤسسات وتمويل المشاريع المشتركة، عند الاقتضاء.

يحدد المبلغ وكفاءات توزيعه بقرار وزاري مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالتجارة.

المادة 6 : تقوم الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة بإرسال تقرير سنوي يتعلق بكفاءات تسيير وتوزيع ناتج الرسم السنوي هذا إلى الوزير المكلف بالتجارة، بعد المصادقة عليه من مجلس الغرفة.

المادة 7 : تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 01 - 311 المؤرخ في 28 رجب عام 1422 الموافق 16 أكتوبر سنة 2001 والمذكور أعلاه.

المادة 8 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 18 ذي القعدة عام 1428 الموافق 28 نوفمبر سنة 2007.

عبد العزيز بلخادم

• **La sous-direction de la publication et des archives,**
chargée :

- de proposer les supports de communication adéquats ;
- de proposer des chartes graphiques uniformes ;
- de suivre les actions de publication avec les partenaires de la presse et de la publicité ;
- d'archiver toutes les communications et les documents du ministère des finances, sous toutes les formes.

Art. 16. — L'organisation de l'administration centrale en bureaux est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 17. — Les dispositions du décret exécutif n° 95-55 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995, modifié et complété, susvisé, sont abrogées.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 28 novembre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 07-365 du 18 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 28 novembre 2007 définissant les modalités de versement et d'affectation du produit de la taxe annuelle perçue au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, notamment son article 51 ;

Vu l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 18 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, instituant les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, instituant la chambre algérienne de commerce et d'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 01-311 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001 définissant les modalités de versement et d'affectation de la taxe perçue au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 51 de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000, modifiée, susvisée, portant loi de finances pour 2001, le présent décret a pour objet de définir les modalités de versement et d'affectation du produit de la taxe annuelle instituée au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie.

Art. 2. — Conformément à l'article 51 de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000, modifiée, susvisée, portant loi de finances pour 2001, le montant de la taxe annuelle est fixé à raison de :

- 200 DA par an pour les personnes physiques relevant du régime du forfait ;
- 500 DA par an pour les autres personnes physiques ;
- 1000 DA par an pour les personnes morales.

La taxe est recouvrée comme en matière d'impôts directs.

Art. 3. — Le produit de la taxe annuelle, visée à l'article 2 ci-dessus, est réparti comme suit :

- 40% au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie ;
- 60% au profit des chambres de commerce et d'industrie.

Art. 4. — Le produit de la taxe annuelle recouvré est versé intégralement à la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Le conseil de la chambre algérienne de commerce et d'industrie procède à la répartition du produit de la taxe annuelle revenant aux chambres de commerce et d'industrie, en fonction du nombre de sièges de l'assemblée générale arrêté pour chacune d'elles conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Une quote-part peut être prélevée préalablement à la répartition du produit de la taxe annuelle entre la chambre algérienne de commerce et d'industrie et les chambres de commerce et d'industrie.

Le montant de la quote-part est affecté pour la prise en charge de l'endettement de ces établissements et, le cas échéant, pour le financement de projets communs.

Le montant et les modalités de son affectation sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé du commerce.

Art. 6. — Un rapport relatif à la gestion et à la répartition du produit de cette taxe est transmis annuellement au ministre chargé du commerce, après son adoption par le conseil de la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Art. 7. — Les dispositions du décret exécutif n° 01-311 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001, susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 28 novembre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 09/D.CC/07 du 24 Chaoual 1428 correspondant au 5 novembre 2007 relative à un siège de député à l'Assemblée populaire nationale.

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution, notamment son article 163, (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997, modifiée et complétée, portant loi organique relative au régime électoral, notamment son article 119 ;

Vu le règlement du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la proclamation du Conseil constitutionnel n° 03/P.CC/07 du 4 Joumada El Oula 1428 correspondant au 21 mai 2007 portant résultats de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la déclaration du bureau de l'Assemblée populaire nationale du mercredi 3 octobre 2007 relative à la vacance du siège du député Abdelkrim Gheraïeb du parti du Front de Libération Nationale dans la circonscription électorale de Tébessa, objet de la lettre transmise à la même date par le président de l'Assemblée populaire nationale au président du Conseil constitutionnel et enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 6 octobre 2007 sous le n° 158 ;

Le membre rapporteur entendu ;

Considérant que le président de l'Assemblée populaire nationale a informé le président du Conseil constitutionnel par lettre du 3 octobre 2007 n° SP/SP n° 152/2007 de la déclaration du bureau de l'Assemblée populaire nationale, lors de sa réunion du mercredi 3 octobre 2007, relative à la vacance du siège du député Abdelkrim Gheraïeb du parti du Front de Libération Nationale dans la circonscription électorale de Tébessa, qui exerce actuellement la mission d'ambassadeur auprès de la République du Mali ;

Considérant que, si le bureau de l'Assemblée populaire nationale est compétent pour déclarer la vacance d'un siège d'un député lorsqu'il constate que celle-ci intervient suivant l'un des cas de vacance prévus à l'article 119 de la loi électorale, il appartient au Conseil constitutionnel de s'assurer que la déclaration de vacance qui lui est soumise n'est pas intervenue en dehors des cas limitativement prévus à l'alinéa 1er du même article ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 119 alinéa 1er de la loi organique relative au régime électoral, susvisée, le député dont le siège devient vacant est remplacé par suite de décès, d'acceptation de fonction gouvernementale ou de membre du Conseil constitutionnel ;

Considérant que la déclaration de vacance du siège du député Abdelkrim Gheraïeb, au motif qu'il exerce la mission d'ambassadeur, ne relève pas des trois cas prévus à l'article 119 alinéa 1er, susvisé ;

En conséquence,

Décide :

Article 1er. — Le cas du siège du député Abdelkrim Gheraïeb, du parti du Front de Libération Nationale dans la circonscription électorale de Tébessa, n'est pas régi par la disposition prévue à l'alinéa 1er de l'article 119 de la loi organique relative au régime électoral.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée au président de l'Assemblée populaire nationale.

Art. 3. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Ainsi en a-t-il été délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 24 Chaoual 1428 correspondant au 5 novembre 2007.

Le président du Conseil constitutionnel

Boualem BESSAIH.

وزارة التجارة

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 6 ربيع الثاني عام 1428 الموافق 24 أبريل سنة 2007، يتضمن تسمية غرف التجارة والصناعة ومقراتها الرئيسية وتحديد دوائرها الإقليمية.

إن وزير الدولة، وزير الداخلية والجماعات المحلية،
ووزير التجارة،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 06 – 176 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1427 الموافق 25 مايو سنة 2006 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 – 93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة، المعدل والمتمّم،

– وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 7 محرم عام 1417 الموافق 25 مايو سنة 1996 والمتضمن تسمية غرف التجارة والصناعة ومقراتها الرئيسية وتحديد دوائرها الإقليمية، المعدل والمتمّم،

– وبمقتضى القرار المؤرخ في 28 صفر عام 1427 الموافق 28 مارس سنة 2006 والمتضمن نتائج انتخابات الجمعيات العامة لغرف التجارة والصناعة،

يقرران ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة الأولى (الفقرة 2) من المرسوم التنفيذي رقم 96 – 93 المؤرخ في 14

شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996، المعدل والمتمّم والمذكور أعلاه، تعدل تسمية غرف التجارة والصناعة ومقراتها الرئيسية ودوائرها الإقليمية كما هو مبين في ملحق هذا القرار.

المادة 2 : تحل غرف التجارة والصناعة الجديدة بقوة القانون محل غرف التجارة والصناعة الموجودة.

يشغل عهدة أعضاء الأجهزة المنتخبة لغرفة التجارة والصناعة الجديدة التي تستمر إلى غاية إجراء انتخابات جديدة، أعضاء الجمعية العامة ومكتب غرفة التجارة والصناعة السابقة والتابعة إلى نفس الدائرة الإقليمية.

يتولى عهدة رئيس غرفة التجارة والصناعة الجديدة، الرئيس أو أحد نواب الرئيس التابع لنفس القسم الجغرافي.

ويشغل عهدة النائب الأول والنائب الثاني للرئيس المترشحين الذين تحصلوا على أكبر عدد من الأصوات في انتخابات 2 فبراير سنة 2006.

المادة 3 : تلغى أحكام القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 7 محرم عام 1417 الموافق 25 مايو سنة 1996 المعدل والمتمّم والمذكور أعلاه.

المادة 4 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 6 ربيع الثاني عام 1418 الموافق 24 أبريل سنة 2007.

وزير التجارة

وزير الدولة، وزير الداخلية

والجماعات المحلية

الهاشمي جعوب

نور الدين زرهوني، المدعو يزيد

الملحق

الدوائر الإقليمية	ولاية موقع المقر الرئيسي	تسمية غرف التجارة والصناعة
ولاية الجزائر	الجزائر	1. غرفة التجارة والصناعة لمزغنى
ولاية بومرداس	بومرداس	2. غرفة التجارة والصناعة للساحل
ولاية البليدة	البليدة	3. غرفة التجارة والصناعة لمتيجة
ولاية تيبازة	تيبازة	4. غرفة التجارة والصناعة للشنوة
ولاية المدية	المدية	5. غرفة التجارة والصناعة للتيتري
ولاية الجلفة	الجلفة	6. غرفة التجارة والصناعة لأولاد نايل
ولاية المسيلة	المسيلة	7. غرفة التجارة والصناعة للحضنة
ولاية تيزي وزو	تيزي وزو	8. غرفة التجارة والصناعة لجرجرة
ولاية البويرة	البويرة	9. غرفة التجارة والصناعة لتيكجدة
ولاية الشلف	الشلف	10. غرفة التجارة والصناعة للشلف

الملحق (تابع)

الدوائر الإقليمية	ولاية موقع المقر الرئيسي	تسمية غرف التجارة والصناعة
ولاية عين الدفلى	عين الدفلى	11. غرفة التجارة والصناعة للزكار
ولاية سطيف	سطيف	12. غرفة التجارة والصناعة للهضاب
ولاية بجاية	بجاية	13. غرفة التجارة والصناعة للصومام
ولاية برج بوعريريج	برج بوعريريج	14. غرفة التجارة والصناعة للبيبان
ولاية ميله	ميله	15. غرفة التجارة والصناعة لبنى هارون
ولاية جيجل	جيجل	16. غرفة التجارة والصناعة لإيجيلجلي
ولاية قسنطينة	قسنطينة	17. غرفة التجارة والصناعة للرمال
ولاية سكيكدة	سكيكدة	18. غرفة التجارة والصناعة للصفصاف
ولاية عنابة	عنابة	19. غرفة التجارة والصناعة لسيبوس
ولاية قالمة	قالمة	20. غرفة التجارة والصناعة لرمورة
ولاية الطارف	الطارف	21. غرفة التجارة والصناعة للمرجان
ولاية تبسة	تبسة	22. غرفة التجارة والصناعة للنمامشة
ولاية سوق اهراس	سوق اهراس	23. غرفة التجارة والصناعة لجاردة
ولاية باتنة	باتنة	24. غرفة التجارة والصناعة للأوراس
ولاية خنشلة	خنشلة	25. غرفة التجارة والصناعة للشيلية
ولاية أم البواقي	أم البواقي	26. غرفة التجارة والصناعة لسيدى رغيس
ولاية تلمسان	تلمسان	27. غرفة التجارة والصناعة للتافنة
ولاية عين تيموشنت	عين تيموشنت	28. غرفة التجارة والصناعة للسوفات
ولاية وهران	وهران	29. غرفة التجارة والصناعة لناحية وهران
ولاية سيدي بلعباس	سيدي بلعباس	30. غرفة التجارة والصناعة للمكرة
ولاية مستغانم	مستغانم	31. غرفة التجارة والصناعة للظهرة
ولاية معسكر	معسكر	32. غرفة التجارة والصناعة لبنى شقران
ولاية غليزان	غليزان	33. غرفة التجارة والصناعة لمينة
ولاية تيارت	تيارت	34. غرفة التجارة والصناعة لسرسو
ولاية تيسمسيلت	تيسمسيلت	35. غرفة التجارة والصناعة للوانشريس
ولاية تامنغست	تامنغست	36. غرفة التجارة والصناعة للهقار
ولاية بشار	بشار	37. غرفة التجارة والصناعة للصاورة
ولاية أدرار	أدرار	38. غرفة التجارة والصناعة للتوات
ولاية تندوف	تندوف	39. غرفة التجارة والصناعة لتفاقومت
ولاية ورقلة	ورقلة	40. غرفة التجارة والصناعة للوحدات
ولاية إيليزي	إيليزي	41. غرفة التجارة والصناعة للطاسيلي
ولاية بسكرة	بسكرة	42. غرفة التجارة والصناعة للزيبان
ولاية الوادي	الوادي	43. غرفة التجارة والصناعة للسوف
ولاية سعيدة	سعيدة	44. غرفة التجارة والصناعة للعقبان
ولاية النعامة	النعامة	45. غرفة التجارة والصناعة للسهبوب
ولاية البيض	البيض	46. غرفة التجارة والصناعة للكسال
ولاية غرداية	غرداية	47. غرفة التجارة والصناعة لميزاب
ولاية الأغواط	الأغواط	48. غرفة التجارة والصناعة لمزي

4.4. Coopération internationale :

- la mondialisation : principes, objectifs et effets ;
- le FMI et le problème de la dette internationale ;
- les relations Nord-Sud ;
- les échanges Sud-Sud ;
- la diplomatie économique ;
- le partenariat Euro-méditerranéen ;
- la problématique des questions environnementales ;
- l'OPEP : dimension économique et enjeux politiques ;
- enjeux culturels et relations internationales.

4.5. L'action extérieure de l'Algérie :

- les grands axes de la politique étrangère de l'Algérie ;
- la politique africaine de l'Algérie ;
- l'approche algérienne du partenariat Euro-méditerranéen ;
- l'accord d'association Algérie-Union européenne ;
- les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

5. Epreuve de langues :**5.1. Arabe :**

- dissertation.

5.2. Français :

- épreuve.

5.3. Anglais :

- épreuve.

II – EPREUVE ORALE D'ADMISSION.

L'épreuve orale consiste en un entretien de culture générale avec un jury d'examen, portant notamment sur les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 6 Rabie Ethani 1428 correspondant au 24 avril 2007 portant dénomination, siège social et délimitation des circonscriptions territoriales des chambres de commerce et d'industrie.

— — — — —

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, instituant les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, modifié et complé, portant dénomination, siège social et délimitation des circonscriptions territoriales des chambres de commerce et d'industrie ;

Vu l'arrêté du 28 Safar 1427 correspondant au 28 mars 2006 portant résultats des élections des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er (alinéa 2) du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, susvisé, la dénomination, le siège social et les circonscriptions territoriales des chambres de commerce et d'industrie, dénommées ci-après CCI, sont modifiés conformément à l'annexe du présent décret.

Art. 2. — Dès leur création, les nouvelles CCI se substituent de plein droit aux CCI existantes.

Le mandat des organes élus de la nouvelle CCI est assuré par les membres de l'assemblée générale et du bureau de l'ancienne CCI, appartenant à la même subdivision géographique et demeure en vigueur jusqu'à l'organisation de nouvelles élections.

Le mandat du président de la nouvelle CCI est assuré par le président ou l'un des vice-présidents appartenant à la même subdivision géographique.

Le mandat du premier vice-président et du deuxième vice-président est assuré par les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors des élections du 2 février 2006.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, modifié et complété, susvisé, sont abrogées.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Rabie Ethani 1428 correspondant au 24 avril 2007.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur,
et des collectivités locales

Le ministre du commerce
Lachemi DJAABOUBE

Noureddine ZERHOUNI
dit Yazid

ANNEXE

DENOMINATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	WILAYA D'IMPLANTATION DU SIEGE SOCIAL	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE
1. Chambre de commerce et d'industrie de Mezghena.	Alger	Wilaya d'Alger
2. Chambre de commerce et d'industrie du Sahel.	Boumerdès	Wilaya de Boumerdès
3. Chambre de commerce et d'industrie de la Mitidja.	Blida	Wilaya de Blida
4. Chambre de commerce et d'industrie du Chenoua.	Tipaza	Wilaya de Tipaza
5. Chambre de commerce et d'industrie du Titteri.	Médéa	Wilaya de Médéa
6. Chambre de commerce et d'industrie d'Ouled Naïl.	Djelfa	Wilaya de Djelfa
7. Chambre de commerce et d'industrie d'El Hodna.	M'Sila	Wilaya de M'Sila
8. Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura.	Tizi-ouzou	Wilaya de Tizi-ouzou
9. Chambre de commerce et d'industrie de Tikjda.	Bouira	Wilaya de Bouira
10. Chambre de commerce et d'industrie du Chélif.	Chlef	Wilaya de Chlef
11. Chambre de commerce et d'industrie du Zaccar.	Aïn defla	Wilaya de Aïn Defla
12. Chambre de commerce et d'industrie d'El Hidhab.	Sétif	Wilaya de Sétif
13. Chambre de commerce et d'industrie de la Soummam.	Béjaïa	Wilaya de Béjaïa
14. Chambre de commerce et d'industrie des Bibans.	Bordj-Bou-Arréridj	Wilaya de Bordj-Bou-Arréridj
15. Chambre de commerce et d'industrie de Beni-Haroun.	Mila	Wilaya de Mila
16. Chambre de commerce et d'industrie d'Igilgili.	Jijel	Wilaya de Jijel
17. Chambre de commerce et d'industrie du Rhummel.	Constantine	Wilaya de Constantine
18. Chambre de commerce et d'industrie du Saf-Saf.	Skikda	Wilaya de Skikda
19. Chambre de commerce et d'industrie de la Seybouse.	Annaba	Wilaya de Annaba
20. Chambre de commerce et d'industrie de Mermoura.	Guelma	Wilaya de Guelma
21. Chambre de commerce et d'industrie d'El-Mardjane.	El Tarf	Wilaya d'El Tarf
22. Chambre de commerce et d'industrie des Némemchas.	Tébessa	Wilaya de Tébéssa
23. Chambre de commerce et d'industrie de la Medjarda.	Souk Ahras	Wilaya de Souk Ahras
24. Chambre de commerce et d'industrie des Aurès.	Batna	Wilaya de Batna

ANNEXE (Suite)

DENOMINATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	WILAYA D'IMPLANTATION DU SIEGE SOCIAL	CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE
25. Chambre de commerce et d'industrie de Chelia.	Khenchela	Wilaya de Khenchela
26. Chambre de commerce et d'industrie de Sidi-R'Ghiss.	Oum El Bouaghi	Wilaya d'Oum El Bouaghi
27. Chambre de commerce et d'industrie de la Tafna.	Tlemcen	Wilaya de Tlemcen
28. Chambre de commerce et d'industrie de la Sufat.	Aïn-Témouchent	Wilaya de Aïn-Témouchent
29. Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie.	Oran	Wilaya de Oran
30. Chambre de commerce et d'industrie de la Mekerra.	Sidi-Bel Abbès	Wilaya de Sidi-Bel Abbès
31. Chambre de commerce et d'industrie du Dahra.	Mostaganem	Wilaya de Mostaganem
32. Chambre de commerce et d'industrie des Beni-Chougrane.	Mascara	Wilaya de Mascara
33. Chambre de commerce et d'industrie de la Mina.	Relizane	Wilaya de Relizane
34. Chambre de commerce et d'industrie du Sersou.	Tiaret	Wilaya de Tiaret
35. Chambre de commerce et d'industrie de l'Ouarsenis.	Tissemsilt	Wilaya de Tissemsilt
36. Chambre de commerce et d'industrie du Hoggar.	Tamenghasset	Wilaya de Tamenghasset
37. Chambre de commerce et d'industrie de la Saoura.	Béchar	Wilaya de Béchar
38. Chambre de commerce et d'industrie du Touat.	Adrar	Wilaya de Adrar
39. Chambre de commerce et d'industrie de Tafagoumt.	Tindouf	Wilaya de Tindouf
40. Chambre de commerce et d'industrie des Oasis.	Ouargla	Wilaya de Ouargla
41. Chambre de commerce et d'industrie du Tassili.	Illizi	Wilaya de Illizi
42. Chambre de commerce et d'industrie des Zibans.	Biskra	Wilaya de Biskra
43. Chambre de commerce et d'industrie du Souf.	El-Oued	Wilaya d'El-Oued
44. Chambre de commerce et d'industrie d'El-Ogbane.	Saïda	Wilaya de Saïda
45. Chambre de commerce et d'industrie d'Essouhoub.	Naâma	Wilaya de Naâma
46. Chambre de commerce et d'industrie de Ksal.	El-Bayadh	Wilaya d'El-Bayadh
47. Chambre de commerce et d'industrie du M'Zab.	Ghardaïa	Wilaya de Ghardaïa
48. Chambre de commerce et d'industrie du M'Zi.	Laghouat	Wilaya de Laghouat

وزارة التجارة

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 صفر عام 1432 الموافق 16 يناير سنة 2011، يحدد دفتر الشروط العامة المحددة لأعباء وتبعات الخدمة العمومية المسندة لغرف التجارة والصناعة.

إن وزير المالية،

ووزير التجارة،

بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10-149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96-93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء غرف التجارة والصناعة، المعدل والمتمم، لا سيما المادة 44 منه،

وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 6 ربيع الثاني عام 1428 الموافق 24 أبريل سنة 2007 والمتضمن تسمية غرف التجارة والصناعة ومقراتها الرئيسية وتحديد دوائرها الإقليمية،

يقرر أن ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقاً لأحكام المادة 44 من المرسوم التنفيذي رقم 96-93 المؤرخ في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد الشروط العامة المحددة لأعباء وتبعات الخدمة العمومية المسندة لغرف التجارة والصناعة.

المادة 2 : تشكل تبعات الخدمة العمومية الموضوعة على عاتق غرف التجارة والصناعة، من قبل السلطات العمومية، الأعمال التي تدخل في ميدان التنشيط وتعميم وترقية نشاطات التجارة الداخلية والخارجية وترقية الاستثمار والنوعية التي لا تدخل ضمن الخدمات التجارية لهذه الهيئات.

المادة 3 : في هذا الإطار، تكلف غرف التجارة والصناعة على مستوى اختصاصها الإقليمي بطلب من السلطات العمومية بما يأتي :

1 - توجيه ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين في مهامهم لاستكشاف السوق،

2 - تنظيم التشاور حول كل المسائل ذات الصلة بتنمية النشاطات الاقتصادية والصناعية والتجارية والخدمية،

3 - نشر وتعميم النصوص ذات الطابع التشريعي والتنظيمي والمتعلقة لا سيما بالميادين الاقتصادية والصناعية والتجارية،

4 - تنظيم عملية جمع واستغلال ونشر المعلومات الخاصة بفرص التصدير،

5 - إنجاز كل دراسة وتحليل للقواعد التي توضع لترقية الإنتاج الوطني،

6 - القيام بأعمال التعليم والتكوين وتحسين المستوى وتجديد المعارف لصالح عمال المؤسسات الاقتصادية.

المادة 4 : يجب على غرف التجارة والصناعة أن تعد برنامج عمل سنوي بعنوان تبعات الخدمة العمومية وعرضه على الوزير المكلف بالتجارة للمصادقة عليه في بداية كل سنة قبل الشروع في تنفيذه.

المادة 5 : يجب على غرف التجارة والصناعة أن تقدم بصفة دورية للوزير المكلف بالتجارة، المعلومات المتعلقة بحالة تنفيذ برنامج العمل المذكور في المادة 4 أعلاه.

المادة 6 : تساهم الدولة في تمويل مهام التبعات المسندة إلى غرف التجارة والصناعة على أساس برنامج العمل السنوي المصادق عليه من طرف السلطة الوصية.

المادة 7 : ترفع غرف التجارة والصناعة، في كل سنة مالية إلى الوزير المكلف بالتجارة وقبل تاريخ 30 من شهر أبريل من كل سنة، الاحتياجات المالية الضرورية لتغطية التكاليف الحقيقية المنجزة عن تبعات الخدمة العمومية.

المادة 8 : تحدد المساهمات المالية للدولة المتعلقة بتمويل تبعات الخدمة العمومية من قبل الوزير المكلف بالتجارة بالاتفاق مع الوزير المكلف بالمالية. ويمكن أن تراجع هذه المساهمات خلال السنة المالية، في حالة تعديل هذه التبعات بأحكام تنظيمية جديدة.

المادة 9 : تدفع المساهمات المذكورة في المادة 8 أعلاه، سنوياً إلى غرف التجارة والصناعة طبقاً للإجراءات المحددة في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 2 : تشكل تبعات الخدمة العمومية الموضوعة

على عاتق الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، من قبل السلطات العمومية، الأعمال التي تدخل في ميدان التنشيط وتعميم وترقية نشاطات التجارة الداخلية والخارجية وترقية الاستثمار والنوعية التي لا تندرج ضمن الخدمات التجارية لهذه الهيئة.

المادة 3 : في هذا الإطار، تكلف الغرفة الجزائرية

للتجارة والصناعة، بطلب من السلطات العمومية على المستوى الوطني بما يأتي :

1 - توجيه ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين في مهامهم لاستكشاف السوق وتنظيم علاقات الأعمال بين المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين والأجانب،

2 - تقديم كل الدعم والمساعدة لغرف التجارة والصناعة، في أداء مهامها والتكفل بها وضمان المتابعة والتوجيه لنشاطاتها الدولية،

3 - تنظيم التشاور حول كل المسائل ذات الصلة بتنمية النشاطات الاقتصادية والصناعية والخدمية،

4 - نشر وتعميم النصوص التشريعية والتنظيمية والمتعلقة لا سيما بالمبادئ الاقتصادية والصناعية والتجارية،

5 - ضمان تمثيل الجزائر في المنظمات الدولية المشابهة أو المماثلة لها،

6 - تنظيم عملية جمع واستغلال مجموع المعطيات الاقتصادية ونشرها.

7 - إنجاز أي دراسة بغرض المساهمة في دعم وتطبيق السياسة الوطنية في مجال ترقية وتطوير المؤسسات الجزائرية على المستوى الوطني والدولي وتسهيل الاستثمار الوطني والأجنبي على التراب الوطني وكذا التسهيلات التجارية،

8 - القيام بأعمال التعليم والتكوين وتحسين المستوى وتجديد المعارف لصالح عمال المؤسسات الاقتصادية.

المادة 4 : يجب على الغرفة الجزائرية للتجارة

والصناعة أن تعد برنامج عمل سنوي بعنوان تبعات الخدمة العمومية وعرضه على الوزير المكلف بالتجارة للمصادقة عليه في بداية كل سنة قبل الشروع في تنفيذه.

المادة 10 : يجب أن تعد غرف التجارة والصناعة،

لكل سنة مالية، ميزانية تقديرية للتكفل بنشاطات تبعات الخدمة العمومية.

وتتضمن هذه الميزانية التقديرية ما يأتي :

- الحصائل وحسابات النتائج الحسابية التقديرية مع التزامات غرف التجارة والصناعة تجاه السلطات العمومية،

- برنامج النشاطات المسجلة بعنوان تبعات الخدمة العمومية،

- مخطط تمويل هذه التبعات.

المادة 11 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية

للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 11 صفر عام 1432 الموافق 16

يناير سنة 2011.

وزير التجارة

مصطفى بن بادة

وزير المالية

كريم جودي

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 صفر عام 1432

الموافق 16 يناير سنة 2011، يحدد دفتر الشروط

العامة المحددة لأعباء وتبعات الخدمة العمومية

المسندة للغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

إن وزير المالية،

ووزير التجارة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10-149 المؤرخ

في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96-94 المؤرخ

في 14 شوال عام 1416 الموافق 3 مارس سنة 1996 والمتضمن إنشاء الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة،

المعدل والمتمم، لا سيما المادة 32 منه،

يقرران ما يأتي :**المادة الأولى :** تطبيقا لأحكام المادة 32 من المرسوم

التنفيذي رقم 96-94 المؤرخ في 14 شوال عام 1416

الموافق 3 مارس سنة 1996، المعدل والمتمم والمذكور

أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد الشروط العامة

المحددة لأعباء وتبعات الخدمة العمومية المسندة للغرفة

الجزائرية للتجارة والصناعة.